

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 11 JUIN 1913.

Projet de loi établissant une taxe sur les automobiles et autres
véhicules à moteur.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

La diffusion des appareils de locomotion d'invention récente est une manifestation de richesse et de luxe, encore que leur emploi réponde, chez certaines personnes, à des vues utilitaires, à des besoins d'affaires. Il suit de là que, dans un système fiscal comportant des impositions basées sur des signes extérieurs de l'aisance et du lucre, la possession et l'usage de ces objets apparaissent naturellement comme un sujet d'imposition, moyennant certains tempéraments commandés par l'intérêt du travail industriel et professionnel et par la faveur due aux entreprises de transport en commun.

L'automobilisme a pris, en ces dernières années, un développement rapide dans notre pays : en 1904, on y comptait à peine 2,000 voitures automobiles ; cinq ans après, à la fin de 1909, il y en avait près de 5,000, indépendamment de 4,000 motocyclettes ; et la progression n'a cessé de s'accroître, au point qu'il existe à présent plus de 12,000 automobiles et de 7,000 motocyclettes.

Chez la plupart de ceux qui en font habituellement usage, l'automobile a remplacé une voiture de luxe d'ancien système et un ou plusieurs chevaux. Or, les chevaux constituant l'une des bases de la contribution personnelle, la substitution a eu pour effet de réduire notablement le rendement de cet impôt. En 1885, la contribution personnelle donnait 349,000 francs pour 5,465 chevaux de luxe ; en 1911, le produit est descendu à 245,000 francs pour 4,265 chevaux, alors que la richesse publique s'est considérablement accrue pendant cette période, comme l'atteste la progression de la contribu-

tion sur les domestiques : celle-ci, qui produisait 1,074,000 francs en 1885, du chef de 72,548 serviteurs, a produit, en 1911, 1,485,000 francs pour 99,000 serviteurs.

Cette constatation met en vive lumière la légitimité d'une taxe d'Etat sur les automobiles.

Une autre considération la justifie également avec force : l'Etat fait annuellement des dépenses de plus en plus importantes pour l'entretien et l'amélioration des routes, dont la circulation des nouveaux véhicules détermine l'usure rapide ; il est donc juste que ceux qui profitent tout particulièrement de ces dépenses contribuent spécialement à en fournir la compensation.

La plupart des nations d'Europe, et notamment les pays voisins du nôtre, ont, depuis plusieurs années, établi une taxe de l'espèce.

Afin de ne pas entraver une industrie naissante, le Gouvernement belge n'a pas jugé opportun d'imposer les automobiles pendant les premières années. Ce sont les provinces et quelques communes qui ont pris les devants en établissant des taxes spéciales. La diversité de leurs règlements et les doubles emplois qu'ils engendrent ont fait naître, chez les contribuables en cause, le désir de voir l'Etat unifier le régime fiscal, en reprenant les taxes à son compte. Cette idée a été exposée au Sénat par mon honorable prédécesseur, dans la séance du 30 juillet 1909, et plusieurs groupements d'automobilistes s'en sont déclarés partisans.

Le projet de loi que, d'après les ordres du Roi, j'ai l'honneur de soumettre à vos délibérations, institue une taxe d'Etat sur les véhicules à moteur, en laissant aux provinces et aux communes la faculté de se pourvoir, de leur côté, par des additionnels à cette taxe.

ARTICLE PREMIER.

L'article 1^{er} désigne les véhicules soumis à la taxe ; ce sont ceux à moteur artificiel servant au transport des personnes par terre ou par eau.

Rentrent notamment dans cette définition :

1° Les voitures automobiles ;

2° Les motocyclettes et les motocycles, c'est-à-dire les vélocipèdes à deux roues ou à plus de deux roues pourvus d'un moteur à essence ou autre analogue ;

3° Les véhicules à traction mécanique (par la vapeur, l'électricité, les essences motrices) employés dans les entreprises de transport en commun ;

4° Les canots automobiles et toutes autres embarcations munies d'un moteur artificiel.

ART. 2.

Les redevables de la taxe sont, d'une manière générale, ceux qui tiennent une voiture automobile, une motocyclette, etc., soit que le véhicule appar-

tienne en propre à celui qui l'emploie, soit qu'il en ait l'usage à tout moment, ou même seulement dans des conditions de temps restreintes, en vertu d'une convention de louage ou autre avec le propriétaire.

Il importe donc peu que le véhicule soit habituellement remisé dans un local appartenant à celui qui en a la disposition, ou dans un garage appartenant à un tiers, propriétaire du véhicule.

Sont aussi redevables de la taxe, ceux qui exploitent des véhicules à moteur en les louant à des particuliers ou en les mettant à la disposition du public, ainsi que les entrepreneurs de transport en commun au moyen de véhicules de même espèce (tramways, bateaux de passage d'eau, d'excursion, etc.).

Les concessionnaires de tramways à traction animale ayant été, de tout temps, assujettis à une contribution de fr. 11.50 par cheval, il serait injuste de ne pas soumettre à la taxe nouvelle les exploitants de tramways à vapeur, à l'électricité, etc.

ART. 3.

Cet article règle les bases et les taux de la taxe.

Il s'agit, au § 1^{er}, du taux plein, applicable spécialement à l'usage de luxe, d'agrément, de commodité.

Les bases des taxes qui existent à l'étranger diffèrent de pays à pays; cependant, la puissance du moteur y intervient, le plus souvent, comme élément de l'imposition. En Allemagne et en France, la taxe s'élève même progressivement jusqu'à 15 francs par cheval-vapeur (voir annexe A).

En Belgique, on a préconisé divers systèmes pour l'assiette des taxes provinciales sur les automobiles : tantôt le nombre de places, tantôt le poids de la voiture, enfin la puissance du moteur. Cette dernière base est actuellement appliquée dans toutes les provinces, sauf dans le Limbourg où le système du poids est encore en vigueur (voir annexe B).

D'une manière générale, l'importance de la force motrice est le meilleur indice de la valeur du véhicule; et comme cette base a l'avantage pratique d'avoir été expérimentée dans le pays et d'être entrée dans les habitudes, le Gouvernement propose de l'adopter.

Le taux est fixé à 12 francs par cheval-vapeur. C'est la moyenne des taux des taxes provinciales; celles-ci varient de 8 à 16 francs, et il faut noter que les taxes communales qui s'y superposent s'élèvent parfois à 3 francs par cheval-vapeur.

Pour les automobiles ordinaires, la taxe proposée équivaldra approximativement à la contribution personnelle du chef de deux chevaux de luxe.

Pour les motocyclettes et motocycles, les taxes provinciales sont actuellement d'une somme fixe de 20 ou de 30 francs; la taxe de l'État, basée sur la puissance du moteur, sera à peu près équivalente, ces véhicules ayant ordinairement une force de 2 ou 3 chevaux-vapeur.

Comme il serait difficile, sinon impossible, de déterminer la force en

chevaux-vapeur utilisée par les autobus et les véhicules des tramways, la taxe sera fixée à 30 francs par dizaine de places de chaque véhicule moteur ou remorqué, régulièrement employé; les fractions inférieures à six places seront négligées.

ART. 4.

Cet article établit des réductions, en premier lieu pour les véhicules privés à usage mixte, en second lieu pour ceux qui font l'objet d'une entreprise de louage.

Par analogie avec les dispositions concernant la contribution personnelle sur les chevaux mixtes (art. 3 de la loi du 25 août 1883), une réduction de moitié est accordée pour les véhicules affectés principalement et habituellement soit aux services de l'État, des provinces ou des communes, soit à l'exercice de professions, et employés accessoirement à des usages de luxe, de commodité ou d'agrément.

Ainsi, les automobiles de livraison de marchandises, qui, en dehors de cet usage, serviront secondairement au transport des personnes, ne subiront que la demi-taxe.

La même réduction s'appliquera aux véhicules employés, pour l'exercice de leur profession, par les médecins, les vétérinaires, les commis-voyageurs, les huissiers, etc., l'usage professionnel étant réputé l'emporter sur l'usage de luxe, et ces deux usages ne pouvant, en pratique, être distingués.

La taxe est réduite au quart pour les automobiles de place ou de location. Dans quelques provinces, ces véhicules ne sont pas soumis à la taxe; dans d'autres provinces et dans quelques villes, ils sont imposés, mais à un taux réduit. Or, les entrepreneurs de voitures publiques d'ancien système étant passibles de la contribution personnelle à raison de fr. 11,50 par cheval de louage, on ne peut évidemment exempter de la taxe les exploitants d'automobiles de place, qui font aux premiers une concurrence de plus en plus victorieuse.

ART. 5.

La taxe due par l'exploitant d'automobiles de place ou d'autres véhicules de location pourra valoir en déduction de celle qui serait due par des tiers du chef d'objets qui appartiennent au premier : une disposition analogue existe en matière de contribution personnelle sur les chevaux de louage (art. 44 de la loi du 28 juin 1822).

ART. 6.

L'article 6 spécifie les instruments de locomotion mécanique exemptés de la taxe.

Ce sont d'abord ceux qui sont affectés exclusivement à un service public

de l'État, de la province ou de la commune. Tous les règlements provinciaux ont admis cette immunité, appliquée de tout temps en matière de contribution personnelle aux chevaux des militaires et des gardes civiques.

La Société nationale des chemins de fer vicinaux jouira de l'exemption en vertu de l'article 14 de la loi du 24 juin 1885, mais l'immunité ne s'étendra pas à ses concessionnaires d'exploitation.

L'article 1^{er} ne visant que les véhicules qui servent au transport des personnes, il va de soi que ceux utilisés exclusivement au transport des marchandises seront indemnes. Dans la plupart des provinces, une imposition est appliquée dans le dernier cas, mais à un taux réduit. Il paraît plus juste de ne pas les soumettre à la taxe, de même que la contribution personnelle n'est pas due pour les chevaux à l'usage exclusif de l'agriculture, des fabriques, usines, professions ou métiers (art. 46 de la loi du 28 juin 1822).

Certains règlements provinciaux exemptent les automobiles en blanc utilisées à l'essai par les fabricants ou marchands ou par leur personnel. Cette exemption peut être adoptée, sous réserve des mesures de précaution et de surveillance aux fins d'éviter les abus : l'article 9, § 3, autorise le Gouvernement à prendre les dispositions nécessaires dans cette vue.

ART. 7.

La taxe est établie, en principe, pour une année entière.

Elle est due intégralement par celui qui fait usage de l'objet imposable soit dès l'ouverture de l'année, soit à partir d'une date se plaçant entre le 1^{er} janvier et le 30 juin. Pour le cas où l'usage commence plus tard, le projet renferme des dispositions empruntées au régime de la contribution personnelle sur les domestiques et les chevaux : réduction de moitié si l'usage commence dans le troisième trimestre, — exemption s'il commence dans le quatrième trimestre (art. 37 et 45 de la loi de 1822). Les règlements provinciaux donnent l'exemple de l'exemption dans ce dernier cas.

Ajoutons qu'il ne sera point accordé de dégrèvement ou de restitution à raison de faits tels que le remplacement d'un véhicule, dans le courant d'une année, par un autre de puissance moindre, la cession du véhicule, la cessation de l'usage, le décès du détenteur. Mais, en cas de décès, aucune taxe nouvelle ne sera exigible, pour l'année en cours, de celui qui justifierait de la possession du véhicule en qualité d'héritier ou de légataire du redevable, pas plus que du conjoint qui continuerait d'employer le véhicule.

ART. 8.

Cet article s'occupe des personnes, n'habitant l'étranger, qui font usage en Belgique de véhicules imposables.

Ceux qui ont dans notre pays, en propriété ou autrement, une habitation

— hôtel, château, villa ou appartement — qu'ils occupent pendant un certain temps, ne peuvent évidemment être traités d'une manière plus favorable que les habitants permanents du pays, nationaux ou non. Par contre, les étrangers qui sont simplement de passage, les passages fussent-ils même réitérés, ne peuvent être atteints par notre impôt du chef de leurs véhicules.

Telles sont les idées dont s'inspirent les dispositions du présent article.

Suivant la jurisprudence administrative belge, la contribution personnelle n'est pas due pour les domestiques et les chevaux que les étrangers amènent temporairement dans le pays à l'époque des villégiatures, de la chasse, etc. En Hollande, en France, en Italie, il existe des dispositions analogues, notamment en ce qui concerne les automobiles; dans d'autres pays, il est perçu une taxe proportionnelle à la durée du séjour.

Le Gouvernement propose le système le plus large en n'exigeant aucune taxe des étrangers qui, sans avoir de demeure ou d'établissement dans le pays, y font un séjour continu de trois mois au plus dans le cours d'une année, ou des séjours intermittents dont le total ne dépasse pas cette durée. Au delà de cette limite, la taxe sera exigible sur le pied d'un franc par cheval-vapeur et par mois de séjour, toute fraction inférieure à seize jours étant négligée. C'est l'application partielle du tarif général.

Il est utile de rappeler, à ce propos, le régime d'exemption qui existe en faveur des agents des États étrangers.

En vertu de l'article 5 de la loi du 1^{er} janvier 1856, les consuls de nationalité étrangère qui n'exercent en Belgique aucun commerce ou profession sont exempts de la contribution personnelle au profit de l'État, des provinces ou des communes, si la réciprocité existe de la part des Gouvernements dont ils sont les mandataires. D'autre part, en vertu du droit des gens, la même immunité est reconnue aux agents diplomatiques.

Ces règles s'appliquent à la taxe nouvelle, étant donné son caractère d'impôt personnel.

ART. 9.

La taxe sera payable annuellement et d'avance sur la déclaration faite par les détenteurs au bureau du receveur des contributions du ressort.

Le lieu de l'imposition sera déterminé comme en ce qui concerne les domestiques et les chevaux (loi du 28 juin 1822, art. 74 à 76); en conséquence les détenteurs seront soumis à la taxe dans la commune de leur domicile, et, s'ils ont plusieurs résidences, dans la commune qu'ils habitent pendant l'hiver.

Les exploitants de véhicules de louage et les entrepreneurs de transport en commun seront taxés dans la commune de la situation des garages, remises ou autres lieux de dépôt des véhicules.

Les déclarations pourront être rendues valables jusqu'à révocation; en ce cas, le receveur fera encaisser la taxe par quittance postale dans la dernière quinzaine de décembre de chaque année.

L'acquisition ou le remplacement, dans le courant de l'année, d'un véhicule imposable, donnera lieu à déclaration et au paiement de la taxe ou du supplément de taxe dû éventuellement à raison de l'augmentation de puissance du moteur. Telle est déjà la pratique suivie pour les taxes provinciales sur les automobiles.

Le paiement de ces taxes est actuellement constaté par l'apposition, sur le véhicule, d'une plaque spéciale qui diffère de province à province. Le Gouvernement examinera la possibilité de supprimer cette obligation et d'assurer le contrôle au moyen de la plaque prescrite par le règlement sur la police du roulage.

Afin d'éviter les fraudes, toute vente ou cession d'un véhicule imposable devra être déclarée dans la huitaine. La taxe étant personnelle au détenteur, le véhicule peut donner lieu à la taxe plusieurs fois dans le courant d'une année s'il change de maître, ainsi qu'il en est pour les chevaux.

Les règlements provinciaux confient à la Députation permanente le soin de déterminer la forme des déclarations, le mode à suivre pour la constatation de la puissance des moteurs, etc. Le § 3 de l'article 9 du projet confère ce pouvoir au Gouvernement; il l'autorise, en outre, à prendre des mesures spéciales en vue d'empêcher les fraudes, notamment en ce qui concerne les moyens de locomotion employés à l'essai.

Enfin, le § 4 stipule qu'à défaut de déclaration ou en cas d'insuffisance de celle-ci, le détenteur peut être taxé d'office, sous réserve du droit de réclamation et de recours prévu par l'article 10; éventuellement, le directeur des contributions pourra faire surseoir au recouvrement de la taxe établie d'office (loi du 28 juin 1822, art. 104).

ART. 10.

L'article 10 rend applicables à la taxe les règles relatives aux réclamations et aux recours en matière d'impôts directs. Toutefois, la taxe étant payable d'avance ou immédiatement après la taxation d'office, le délai de forclusion des réclamations est réduit à trois mois au lieu de six.

ART. 11.

Toute contravention à la loi ou aux dispositions prises pour son exécution rendra l'auteur passible, indépendamment du droit éventuellement fraudé, d'une amende de 50 à 1,000 francs et, subsidiairement, d'un emprisonnement d'un à huit jours.

Ces limites permettront de graduer les pénalités selon la gravité des circonstances.

Les contraventions seront constatées, terminées par transaction ou poursuivies comme en matière de contribution personnelle (voir annexe C).

Le dernier alinéa de l'article 11 dispose qu'en cas de suspicion de fraude, les agents de la surveillance, munis de leur commission, auront le droit de

visiter, sans assistance, les garages ou autres lieux de dépôt des véhicules imposables. Tout refus opposé à cette visite sera puni de l'amende indiquée ci-dessus. Ces mesures sont nécessaires pour prévenir ou réprimer les fraudes.

ART. 12.

Dans un but d'unification et de simplification, l'article 12 stipule que les impositions provinciales et communales, actuellement établies sur les automobiles, motocyclettes et motocycles, seront abolies à partir de 1914, et que les additionnels provinciaux et communaux à la taxe de l'État ne pourront dépasser respectivement les trois quarts et le quart de cette taxe.

ART. 13.

Afin que la loi ne jette aucune perturbation dans les finances provinciales ou communales, l'article 13 porte que si le montant net des additionnels, perçus d'après les quotités respectives de 75 et de 25 %, n'atteint pas le dernier montant net des impositions abolies par l'article 12, le Gouvernement allouera annuellement aux provinces et aux communes intéressées des subsides compensateurs, déduction faite éventuellement de l'augmentation de leurs ressources du chef de la taxe remplaçant le droit de patente proportionnel et la redevance proportionnelle sur les mines.

Le montant net s'entend des recettes brutes diminuées des frais de perception.

Il va de soi que si une province ou une commune jugeait ne pas devoir épuiser ses pouvoirs, c'est-à-dire si elle fixait ses additionnels à un taux moindre que ceux de 75 et de 25 indiqués ci-dessus, elle n'aurait droit à aucune compensation.

ART. 14.

La mise en vigueur de la loi est fixée au 1^{er} janvier 1914 ; cette disposition s'explique d'elle-même eu égard au fait de la perception des taxes provinciales et communales pour l'année en cours.

Le Ministre des Finances,

M. LEVIE.

Projet de loi établissant une taxe sur les automobiles et autres véhicules à moteur.

Wetsontwerp waarbij eene taxe op de automobielen en andere motorvoertuigen gevestigd wordt.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté, en Notre nom, aux Chambres législatives par Notre Ministre des Finances :

ARTICLE PREMIER.

Il est établi une taxe annuelle, au profit de l'État, sur les véhicules à moteur servant au transport des personnes.

Sont compris sous cette dénomination, notamment, les voitures automobiles, les motocyclettes, les motocycles, les canots automobiles, les bateaux à vapeur et, en général, tous instruments de locomotion mécanique par terre ou par eau.

ART. 2.

La taxe est due par quiconque emploie pour son propre usage, ou exploite pour le transport des personnes, un ou plusieurs véhicules désignés dans l'article premier, soit qu'il en ait la propriété ou la possession personnelle, soit qu'il en ait la disposition permanente ou habituelle par louage ou autre convention.

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op de voordracht van Onzen Minister van Financiën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het wetsontwerp waarvan de inhoud volgt zal in Onzen naam door Onzen Minister van Financiën aan de Wetgevende Kamers voorgelegd worden :

ARTIKEL EÉN.

Ten voordeele van den Staat wordt eene jaarlijksche taxe gevestigd op de tot het vervoer van personen dienende motorvoertuigen.

Onder die benaming worden gerangschikt, namelijk : de motorrijtuigen, de motortweewielers, de motoreycles, de motorbooten, de stoomvaartuigen en, in 't algemeen, alle werktuigen tot machinale voortbeweging te lande of te water.

ART. 2.

De taxe is verschuldigd door een iegelijk die een of meer der onder artikel een vermelde voertuigen tot zijn eigen gebruik bezigt, of tot het vervoer van personen exploiteert, hetzij hij er den eigendom of het persoonlijk bezit van hebbe, hetzij hij, door huur of andere overeenkomst, bestendig of gewoonlijk de beschikking daarover hebbe.

ART. 3.

§ 1^{er}. La taxe est fixée, en général, à raison de la puissance du moteur, au taux de 12 francs par cheval-vapeur; les fractions de cheval-vapeur ne dépassant pas la moitié sont négligées et celles dépassant la moitié sont comptées pour une unité.

§ 2. Pour les véhicules employés dans les entreprises de transport en commun, tels que les autobus, les tramways à vapeur ou à l'électricité, les embarcations à vapeur, la taxe est fixée à 30 francs par dizaine de places des véhicules moteurs ou remorqués. Les fractions inférieures à six places sont négligées; à partir de ce nombre, les fractions sont comptées pour une dizaine.

ART. 4.

La taxe fixée par le § 1^{er} de l'article 3 est réduite à la moitié pour les véhicules qui, affectés principalement soit à un service public de l'État, de la province ou de la commune, soit à l'exercice d'une profession, sont employés accessoirement à des usages de luxe, de commodité ou d'agrément.

Elle est réduite au quart pour les automobiles de place et les autres véhicules donnés en location par course ou voyage.

ART. 5.

La taxe due par le propriétaire d'un véhicule mis à la disposition permanente ou habituelle d'un tiers peut valoir en déduction de celle due par celui-ci, pourvu qu'il soit justifié du louage ou d'une autre convention.

ART. 3.

In 't algemeen, wordt de taxe gesteld naar evenredigheid van de kracht van den motor, op voet van 12 frank per paardekracht; de gedeelten van paardekracht welke de helft niet overschrijden worden verwaarloosd en die welke de helft te boven gaan worden voor eene eenheid gerekend.

§ 2. Voor de voertuigen gebruikt in de ondernemingen van gemeenschappelijk vervoer, zooals de autobussen, de stoom- of electrische tramwegen, de stoomvaartuigen, wordt de taxe gesteld op 30 frank per tiental plaatsen van de motor- of aanhangvoertuigen. De breuken van minder dan zes plaatsen worden verwaarloosd; van dit getal af, worden de breuken gerekend voor een tiental.

ART. 4.

De taxe bepaald door § 1 van artikel 3 wordt tot de helft verminderd voor de voertuigen welke, hoofdzakelijk bestemd hetzij tot een openbaren dienst van den Staat, van de provincie of van de gemeente, hetzij tot het uitoefenen van een bedrijf, ondergeschikter wijze gezigd worden tot doeleinden van weelde, van gemak of van vermaak.

Zij wordt tot het vierde verminderd voor de huurautomobielen en de andere per rit of reis in huur gegeven voertuigen.

ART. 5.

De taxe verschuldigd door den eigenaar van een voertuig, dat bestendig of gewoonlijk ter beschikking van eenen derde gesteld wordt, kan in mindering komen van degene welke door dezen verschuldigd is, mits de huur of eene andere overeenkomst bewezen worde.

ART. 6.

Sont exempts de la taxe :

1° Les véhicules affectés exclusivement à un service public de l'Etat, de la province ou de la commune;

2° Ceux qui sont employés à l'essai par les fabricants ou marchands ou par leurs employés.

ART. 7.

La taxe, au taux plein ou au taux réduit, est due en entier par celui qui fait usage du véhicule avant le 1^{er} juillet; il n'en est dû que la moitié si l'usage commence dans le troisième trimestre, et elle n'est pas exigible si l'usage commence dans le quatrième trimestre.

ART. 8.

La taxe n'est due, pour les véhicules employés en Belgique par des personnes n'ayant ni domicile, ni résidence, ni établissement fixe dans le pays, que si le séjour ou les séjours réunis dépassent trois mois par an.

Dans ce cas, la taxe est fixée à un franc par cheval-vapeur et par mois de séjour; toute fraction inférieure à seize jours est négligée.

ART. 9.

§ 1^{er}. La taxe est payable avant le 1^{er} janvier si le véhicule imposable est employé à cette date, et, dans le cas contraire, préalablement à tout usage, sur la déclaration faite par le redevable au bureau du receveur des contributions du ressort.

Cette déclaration peut être rendue valable jusqu'à révocation.

ART. 6.

Zijn van de taxe vrijgesteld :

1° De voertuigen uitsluitend aangewend tot een openbaren dienst van den Staat, van de provincie of van de gemeente;

2° Degene die op de proef gebruikt worden door de fabrikanten of handelaars, of door hunne beambten.

ART. 7.

De taxe, berekend op voet van het vol of van het verminderd aanslagcijfer, is in haar geheel verschuldigd door dengene die vóór den 1^{sten} Juli van het voertuig gebruik maakt; de helft er van is slechts verschuldigd indien het gebruik in het derde trimester begint, en zij is niet opvorderbaar indien het gebruik in het vierde trimester begint.

ART. 8.

Door personen hebbende noch woon-, noch verblijfplaats, noch vaste nederzetting in het land, is, voor de voertuigen in België gebezigd, de taxe slechts verschuldigd indien het verblijf of de herhaalde verblijven samengenomen, drie maanden per jaar overtreffen.

In dit geval, wordt de taxe gesteld op één frank per paardekracht en per maand verblijf; alle breuk van minder dan zestien dagen wordt verwaarloosd.

ART. 9.

§ 1. De taxe is betaalbaar vóór 1^{sten} Januari indien het belastbaar voertuig op dien datum in gebruik is, en, in het tegenovergesteld geval, vóór alle gebruik, op aangifte door den schatplichtige gedaan ten kantore van den ontvanger der belastingen van het gebied.

Die aangifte kan tot wederopzeggens toe geldig gemaakt worden.

En cas d'acquisition ou de remplacement du véhicule avant le 1^{er} octobre, le redevable est tenu d'en faire la déclaration dans la huitaine et d'acquitter immédiatement la taxe ou le supplément de taxe.

§ 2. Celui qui vend ou cède un véhicule imposable doit en faire la déclaration dans la huitaine.

§ 3. Un arrêté royal détermine les règles à suivre pour les déclarations ainsi que pour l'établissement, la constatation et le contrôle de la puissance des moteurs.

Le Gouvernement est autorisé à prendre des mesures spéciales en vue d'empêcher les fraudes, notamment en ce qui concerne les véhicules employés à l'essai.

§ 4. A défaut de déclaration dans le délai prescrit, ou en cas d'insuffisance de la déclaration, le redevable peut être taxé d'office par le contrôleur des contributions, sauf le droit de réclamation et de recours.

La taxe établie d'office est payable immédiatement; elle est assimilée en tous points à la contribution personnelle.

ART. 10.

Toute réclamation doit, à peine de déchéance, être adressée, dans les trois mois du paiement litigieux ou de la taxation d'office, au directeur provincial des contributions, qui statue par décision motivée.

Les recours en appel et en cassation sont ouverts contre cette décision, dans les formes et délais stipulés par les articles 6 et suivants de la loi du 6 sep-

Ingeval van aankoop of van vervanging van het voertuig vóór den 1^{sten} October, is de schatplichtige gehouden daarvan aangifte te doen binnen de acht dagen en dadelijk de taxe of de aanvullingstaxe te betalen.

§ 2. Degene die een belastbaar voertuig verkoopt of overlaat, moet daarvan aangifte doen binnen de acht dagen.

§ 3. Een koninklijk besluit stelt de regelen vast in acht te nemen voor de aangiften, alsmede voor de bepaling, de opneming en de contrôle van de kracht der motoren.

De Regeering wordt er toe gemachtigd bijzondere maatregelen te treffen ten einde het bedrog te keer te gaan, inzonderheid betrekkelijk de voertuigen gebezigd op de proef.

§ 4. Bij gebreke van aangifte binnen den voorgeschreven termijn, of in geval van ontoereikendheid der aangifte, kan de schatplichtige van ambtswege door den controleur der belastingen in de taxe aangeslagen worden, behoudens het recht van beklag en van beroep.

De van ambtswege gevestigde taxe is dadelijk betaalbaar; zij wordt in alle opzichten met de personeele belasting gelijkgesteld.

ART. 10.

Elk bezwaarschrift moet, op straf van verval, binnen de drie maanden der betwiste betaling of der taxering van ambtswege, worden ingediend bij den provincialen bestuurder der belastingen, die uitspraak doet door eene met redenen omkleede beslissing.

Vandie beslissing staat hooger beroep of beroep in cassatie open, in de vormen en binnen de tijdruimten bepaald bij de artikelen 6 en volgende der wet van

tembre 1895 relative aux cotisations fiscales en matière d'impôts directs.

ART. 11.

§ 1^{er}. Les contraventions à la présente loi ou aux dispositions prises pour son exécution sont punies, indépendamment de la taxe ou du supplément exigible, d'une amende de 50 à 1,000 francs et subsidiairement d'un emprisonnement d'un à huit jours.

§ 2. Les articles 108 à 117 de la loi du 28 juin 1822, relatifs aux procès-verbaux de contravention et aux poursuites en matière de contribution personnelle, sont applicables aux dites infractions.

§ 3. En cas de suspicion de fraude, les agents de la surveillance, munis de leur commission, sont autorisés à visiter, sans aucune assistance, les garages ou autres lieux de dépôt de véhicules imposables. Tout refus opposé à leur visite est passible de l'amende visée au § 1^{er} du présent article.

ART. 12.

§ 1^{er}. Les impositions provinciales et communales, actuellement établies sur les automobiles, motocyclettes et motocycles, seront abolies à partir de l'année 1914.

Les additionnels provinciaux et communaux à la taxe créée par la présente loi ne pourront dépasser respectivement 75 % et 25 % de cette taxe.

Disposition transitoire.

ART. 13.

Si le montant net des additionnels, perçus d'après les quotités respectives,

6 September 1895 betreffende de fiscale aanslagen in zake rechtstreeksche belastingen.

ART. 11.

§ 1. De overtredingen van deze wet of van de bepalingen genomen tot uitvoering daarvan, worden gestraft, ongetrekkend de taxe of de opvorderbare aanvullingstaxe, met eene boete van 50 tot 1,000 frank en subsidiair met eene gevangenisstraf van één tot acht dagen.

§ 2. De artikelen 108 tot 117 der wet van 28 Juni 1822, betreffende de processen-verbaal van overtreding en de vervolgingen in zake personeele belasting, zijn van toepassing op voormelde overtredingen.

§ 3. Ingeval van vermoeden van bedrog, zijn de agenten van het toezicht, voorzien van hunnen aanstellingsbrief, bevoegd om zonder eenigen bijstand, de stel- of andere bergplaatsen van belastbare voertuigen te onderzoeken. Alle belemmering aan hun onderzoek in den weg gelegd, is strafbaar met de boete voorzien bij § 1 van dit artikel.

ART. 12.

§ 1. De provincie- en gemeentebelastingen thans op de motorrijtuigen, motortweewielers en motorcycles gevestigd, worden afgeschaft met ingang van het jaar 1914.

De provincie- en gemeenteopcentiemen op de taxe, bij deze wet ingesteld, mogen respectievelijk 75 t. h. en 25 t. h. dezer taxe niet te boven gaan.

Overgangsbepaling.

ART. 13.

Indien het zuiver bedrag der opcentiemen geheven volgens de respectieve

fixées par l'article 12, n'atteint pas le dernier montant net des impositions abolies par cet article, le Gouvernement allouera annuellement aux provinces et aux communes intéressées des subsides compensateurs, déduction faite éventuellement de l'augmentation des ressources provinciales ou communales provenant de la taxe substituée au droit de patente proportionnel et à la redevance proportionnelle sur les mines.

ART. 14.

La présente loi est exécutoire à partir du 1^{er} janvier 1914.

Donné à Bruxelles, le 31 mai 1913.

percentijfers, door artikel 12 vastgesteld, niet het laatste zuiver bedrag bereikt van de bij dit artikel afgeschafte belastingen, zal de Regeering jaarlijks aan de belanghebbende provinciën en gemeenten vergeldende toelagen verleenen, onder aftrek, desgevallende, der vermeerdering van de provincie- of gemeentemiddelen voortvloeiende uit de taxe welke in de plaats is gesteld van het evenredig patentrecht en van het evenredig mijnrecht.

ART. 14.

Deze wet is uitvoerbaar met ingang van 1 Januari 1914.

Gegeven te Brussel, den 31ⁿ Mei 1913.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre des Finances,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Financiën,

M. LEVIE.



ANNEXE A.

TABLEAU

**résumant les législations étrangères relatives aux taxes
d'État sur les motocycles, motocyclettes et automobiles.**

PAYS.	DATE DES LOIS EN VIGUEUR.	MOTOCYCLETTES.	AUTO											
			servant au transport des personnes.											
1	2	3	4											
Allemagne.	3 juin 1906 et 18 mai 1908.	Permis de circulation : 10 mks.	Permis de circulation pour <i>chaque</i> automobile d'une force :											
			<table><tr><th>Droit principal.</th><th>Droit supplémentaire pour chaque cheval-vapeur ou fraction de cheval-vapeur.</th></tr><tr><td>Ne dépassant pas 6 chevaux-vapeur</td><td>25 mks. 2 mks.</td></tr><tr><td>De plus de 6 mais ne dépassant pas 10 chevaux-vapeur</td><td>50 — 3 —</td></tr><tr><td>De plus de 10 mais ne dépassant pas 25 chevaux-vapeur</td><td>100 — 5 —</td></tr><tr><td>De plus de 25 chevaux-vapeur</td><td>150 — 10 —</td></tr></table>		Droit principal.	Droit supplémentaire pour chaque cheval-vapeur ou fraction de cheval-vapeur.	Ne dépassant pas 6 chevaux-vapeur	25 mks. 2 mks.	De plus de 6 mais ne dépassant pas 10 chevaux-vapeur	50 — 3 —	De plus de 10 mais ne dépassant pas 25 chevaux-vapeur	100 — 5 —	De plus de 25 chevaux-vapeur	150 — 10 —
			Droit principal.	Droit supplémentaire pour chaque cheval-vapeur ou fraction de cheval-vapeur.										
Ne dépassant pas 6 chevaux-vapeur	25 mks. 2 mks.													
De plus de 6 mais ne dépassant pas 10 chevaux-vapeur	50 — 3 —													
De plus de 10 mais ne dépassant pas 25 chevaux-vapeur	100 — 5 —													
De plus de 25 chevaux-vapeur	150 — 10 —													
L'impôt est réduit de moitié lorsque la délivrance du permis est sollicitée pour une période n'excédant pas quatre mois.														
Angleterre.	Lois des 16 mai 1888, 14 août 1896 et 14 août 1903.	<i>Droit principal :</i>												
		<i>Droit principal :</i>												
		A 4 roues ou plus . . 2 £ 2 sh. A moins de 4 roues . . 15 sh. Motocyclet. de louage. 15 sh. Ces droits sont réduits de moitié pour les véhicules dont on ne fait usage qu'après le 1 ^{er} octobre. <i>Taxe additionnelle</i> de 2 £ 2 sh. si, non chargée, son poids excède 1 tonne sans dépasser 2 tonnes ou de 3 £ 3 sh. si, non chargée, son poids excède 2 tonnes. <i>Droit d'enregistrement</i> de 5 sh.	A 4 roues ou plus 2 £ 2 sh. A moins de 4 roues. 15 sh. Automobile de louage 15 sh. <i>Taxe additionnelle</i> de 2 £ 2 sh. si, non chargée, son poids excède 1 tonne sans dépasser 2 tonnes ou de 3 £ 3 sh. si, non chargée, son poids excède 2 tonnes. <i>Droit d'enregistrement</i> de 20 sh.											

MOBILES		RÉGIME APPLICABLE	
affectées au transport des marchandises.	EXEMPTIONS CONSENTIES.	AUX ÉTRANGERS.	Observations.
5	6	7	8
Exemption.	1° Les véhicules à moteur qui sont affectés à l'usage exclusif d'un service du Royaume, d'un état fédéral ou des autorités; 2° Les véhicules à moteur qui servent exclusivement au transport de personnes dans un but professionnel.	Permis de circulation pour séjour temporaire délivré pour chaque véhicule : <i>Motocycles :</i> Pendant une durée ne dépassant pas 30 jours dans l'année 3 mks <i>Automobiles :</i> Pendant une durée d'un jour 3 Pendant une durée de 2 à 5 jours maximum. 8 Pendant une durée de plus de 5 jours jusqu'à 15 jours maximum 15 Pendant une durée de plus de 15 jours jusqu'à 30 jours maximum 25 Pendant une durée de plus de 30 jours jusqu'à 60 jours maximum 40 Pendant une durée de plus de 60 jours jusqu'à 90 jours maximum 50 Lorsque le séjour excède 90 jours pour les automobiles et 30 jours pour les motocycles, le permis à délivrer donne lieu à la perception des taxes indiquées colonnes 3 et 4. N. B. — Pour le calcul de la durée du séjour dans le pays, les jours ne doivent pas être consécutifs.	Indépendamment des taxes établies, un droit, une fois perçu, est exigible du chef de la remise du signe distinctif, pour toute la durée de validité du permis délivré au véhicule. Ce droit est invariable et s'élève : 1° Pour un motocycle, à 2 mks. 2° Pour une automobile : a) Si le permis est valable pour un jour, à 2 mks. b) Dans les autres cas, à 5 mks.
Exemption, pourvu que les dits véhicules portent, d'une façon visible et lisible, le prénom, le nom de famille ainsi que le lieu du commerce du propriétaire ou de la firme commerciale qui les emploie.	Ne sont pas assimilés aux automobiles les véhicules tirés par des moteurs.		Indépendamment des droits mentionnés ci-contre, il est dû un droit de 5 sh. pour toute personne conduisant une automobile ou une motocyclette.

PAYS.	DATE DES LOIS EN VIGUEUR.	MOTOCYCLETTES.	AUTO																																																					
			servant au transport des personnes.																																																					
France . . .	Lois des 22 décembre 1879, 28 avril 1893, 13 juillet 1900, 10 juillet 1901 et 8 avril 1910.	10 francs.	Le tarif de la contribution sur les voitures automobiles a été fixé comme suit par l'article 5 de la loi du 8 avril 1910 : <table><tr><th rowspan="3">VILLES OU COMMUNES DANS LESQUELLES LE TARIF EST APPLICABLE.</th><th colspan="3">SOMMES A PAYER non compris les centimes de non-valeurs</th></tr><tr><th colspan="2">pour chaque voiture automobile</th><th>pour chaque cheval-vap. ou fraction de cheval-vap</th></tr><tr><th>à une ou deux places.</th><th>à plus de deux places.</th><th></th></tr></table> <i>Voitures automobiles de 12 chevaux et au-dessous.</i> <table><tr><td>Paris</td><td>50</td><td>90</td><td>5</td></tr><tr><td rowspan="4">Communes autres que Paris { ayant plus de 40,000 habitants de 20,001 à 40,000 habitants de 10,001 à 20,000 habitants de 10,000 et au-dessous</td><td>40</td><td>75</td><td>5</td></tr><tr><td>30</td><td>60</td><td>5</td></tr><tr><td>25</td><td>50</td><td>5</td></tr><tr><td>20</td><td>40</td><td>5</td></tr></table> <i>Voitures automobiles de plus de 12 chevaux.</i> <table><tr><td>Communes autres que Paris</td><td>40</td><td>75</td><td>5 fr. du 1^{er} au 12^e 7 fr. du 13^e au 24^e 9 fr.</td></tr><tr><td>Paris</td><td>50</td><td>90</td><td>12 fr. du 25^e au 36^e 15 fr. du 37^e au 60^e à partir du 61^e</td></tr></table> Les voitures non suspendues sont passibles de la taxe si d'ailleurs elles sont destinées au transport des personnes. La loi du 10 juillet 1901 rend en outre les voitures automobiles passibles de la taxe de prestation. Le droit fixe imposé sur les voitures automobiles publiques, partant d'occasion ou à volonté, est fixé comme suit : <table><tr><th>PAR VOITURE :</th><th>PAR AN.</th></tr><tr><td>à 1 et 2 places</td><td>60 fr.</td></tr><tr><td>à 3 places</td><td>90</td></tr><tr><td>à 4 id.</td><td>120</td></tr><tr><td>à 5 id.</td><td>150</td></tr><tr><td>à 6, 7 et 8 places</td><td>180</td></tr><tr><td>Pour chaque place au delà de 8 jus- que 50</td><td>10</td></tr><tr><td>Pour chaque place au delà de 50 jus- que 150</td><td>5</td></tr><tr><td>Pour chaque place au delà de 150</td><td>2.50</td></tr></table> Le tarif des droits sur les prix de transports auxquels sont assujettis les entrepreneurs de voitures publiques de terre et d'eau en service régulier, autres que les compagnies de chemin	VILLES OU COMMUNES DANS LESQUELLES LE TARIF EST APPLICABLE.	SOMMES A PAYER non compris les centimes de non-valeurs			pour chaque voiture automobile		pour chaque cheval-vap. ou fraction de cheval-vap	à une ou deux places.	à plus de deux places.		Paris	50	90	5	Communes autres que Paris { ayant plus de 40,000 habitants de 20,001 à 40,000 habitants de 10,001 à 20,000 habitants de 10,000 et au-dessous	40	75	5	30	60	5	25	50	5	20	40	5	Communes autres que Paris	40	75	5 fr. du 1 ^{er} au 12 ^e 7 fr. du 13 ^e au 24 ^e 9 fr.	Paris	50	90	12 fr. du 25 ^e au 36 ^e 15 fr. du 37 ^e au 60 ^e à partir du 61 ^e	PAR VOITURE :	PAR AN.	à 1 et 2 places	60 fr.	à 3 places	90	à 4 id.	120	à 5 id.	150	à 6, 7 et 8 places	180	Pour chaque place au delà de 8 jus- que 50	10	Pour chaque place au delà de 50 jus- que 150	5	Pour chaque place au delà de 150	2.50
VILLES OU COMMUNES DANS LESQUELLES LE TARIF EST APPLICABLE.	SOMMES A PAYER non compris les centimes de non-valeurs																																																							
	pour chaque voiture automobile		pour chaque cheval-vap. ou fraction de cheval-vap																																																					
	à une ou deux places.	à plus de deux places.																																																						
Paris	50	90	5																																																					
Communes autres que Paris { ayant plus de 40,000 habitants de 20,001 à 40,000 habitants de 10,001 à 20,000 habitants de 10,000 et au-dessous	40	75	5																																																					
	30	60	5																																																					
	25	50	5																																																					
	20	40	5																																																					
Communes autres que Paris	40	75	5 fr. du 1 ^{er} au 12 ^e 7 fr. du 13 ^e au 24 ^e 9 fr.																																																					
Paris	50	90	12 fr. du 25 ^e au 36 ^e 15 fr. du 37 ^e au 60 ^e à partir du 61 ^e																																																					
PAR VOITURE :	PAR AN.																																																							
à 1 et 2 places	60 fr.																																																							
à 3 places	90																																																							
à 4 id.	120																																																							
à 5 id.	150																																																							
à 6, 7 et 8 places	180																																																							
Pour chaque place au delà de 8 jus- que 50	10																																																							
Pour chaque place au delà de 50 jus- que 150	5																																																							
Pour chaque place au delà de 150	2.50																																																							

MOBILES		RÉGIME APPLICABLE	
affectées au transport des marchandises.	EXEMPTIONS CONSENTIES.	AUX ÉTRANGERS.	Observations.
5	6	7	8
Exemption.	1° Les motocyclettes possédées par les marchands et exclusivement destinées à la vente; 2° Celles qui sont possédées en conformité de règlements militaires ou administratifs.	Les voitures automobiles importées par des personnes venant séjourner temporairement en France et non soumises à l'impôt direct pour ces véhicules, sont assujetties à une taxe spéciale représentative de la taxe directe et fixée comme suit : <i>Taxe fixe</i> (par période de 360 jours). Pour les voitures à 1 ou 2 places : 30 francs. Pour les voitures à plus de 2 places : 90 francs. <i>Taxe proportionnelle à la force du moteur</i> (par période de 360 jours). Par cheval-vapeur ou fraction de cheval-vapeur : Du 1^{er} au 12^e 5 fr. Du 13^e au 24^e 7 Du 25^e au 36^e 9 Du 37^e au 60^e 12 A partir du 61^e 15 Ces taxes sont perçues proportionnellement à la durée du séjour des voitures en France en comptant toute partie de période d'un mois pour un mois plein. Les voitures dont le séjour n'excédera pas quatre mois consécutifs sont affranchies des taxes ci-dessus indiquées.	

PAYS	DATE DES LOIS EN VIGUEUR.	MOTOCYCLETTES.	AUTO	
			servant au transport des personnes.	
1	2	3	4	
France (suite).			de fer, est établi ainsi qu'il suit, décimes compris : 22.50 % des recettes nettes lorsque les prix de transport sont de fr. 0.50 et au-dessus ; 12 % des recettes nettes lorsque ces prix sont inférieurs à fr. 0.50. Les voitures publiques de terre et d'eau faisant un service régulier sont, sur la demande de l'entrepreneur, traitées comme voitures partant d'occasion et à volonté, quel que soit leur parcours.	
Italie	Loi du 10 décembre 1903.	Le droit est de 24 ou de 36 livres suivant que la force maxima est de 4 chevaux-vapeur ou de plus de 4 chevaux-vapeur.	<i>Voitures automobiles à l'usage des particuliers</i> d'une force inférieure ou égale à 6 chevaux-vapeur Lires. 70 d'une force inférieure ou égale à 12 chevaux-vapeur 100 d'une force inférieure ou égale à 16 chevaux-vapeur 120 d'une force inférieure ou égale à 24 chevaux-vapeur 150 d'une force supérieure à 24 chevaux-vapeur une taxe supplémentaire par cheval-vapeur au delà de 24 chevaux-vapeur 3 <i>Voitures automobiles affectées à l'usage du public</i> jusqu'à 4 places. 36 id. 10 id. 60 de plus de 10 places ou destinées à remorquer d'autres véhicules 100 destinées seulement à être remorquées 50	
Pays-Bas.	3 avril 1909	à 1 place fl. 6 à plus de 1 place 8	<i>Pour chaque véhicule</i> Florins. n'ayant pas plus de 7 chevaux-vapeur 30 de plus de 7 chevaux-vapeur et ne dépassant pas 14 chevaux-vapeur 70 de plus de 14 chevaux-vapeur et ne dépassant pas 24 chevaux-vapeur 120 de plus de 24 chevaux-vapeur et ne dépassant pas 40 chevaux-vapeur 180 de plus de 40 chevaux-vapeur 250 En ce qui concerne les véhicules à moteur pourvus exclusivement d'un moteur électrique : pour chaque véhicule 120	

MOBILES. affectées au transport des marchandises. 5	EXEMPTIONS CONSENTIES. 6	RÉGIME APPLICABLE AUX ÉTRANGERS. 7	Observations. 8
	1° Les représentants et agents de puissances étrangères à moins qu'ils ne soient régnicoles ou naturalisés et pour autant qu'il existe réciprocité de traitement dans les États dont ces agents dépendent. (Cette exemption doit être comprise comme s'appliquant à tout le personnel des légations et agences consulaires. Article 37 du décret royal du 3 février 1867, n° 3612.) 2° Les automobiles et motocycles attribués à titre permanent aux corps armés et aux administrations publiques, ou employés au service des postes; 3° Les motocycles employés comme moyen de transport pour des infirmes de pauvre condition munis d'une licence spéciale.	Sont exempts les motocycles et automobiles pourvu qu'ils appartiennent à des personnes habitant l'étranger et que leur séjour dans le pays ne dépasse pas un terme de trois mois à compter du jour où l'importation temporaire a eu lieu. Cette exemption n'est cependant pas applicable aux voitures automobiles qui, quoique importées temporairement de l'étranger, sont affectées à un service public de transport.	Pour déterminer le montant de l'impôt à payer, il est tenu compte du maximum de force que le moteur peut développer. Le droit n'est pas réduit quel que soit le jour de l'année pendant lequel les plaques sont acquises et apposées.
Le droit est réduit : à la moitié pour les véhicules utilisés exclusivement ou principalement à l'exercice du métier ou de la profession du contribuable ⁽¹⁾; au quart pour les véhicules utilisés exclusivement ou principalement à l'exercice de la profession de loueur de véhicules ou d'entrepreneur de transport de personnes ainsi que pour ceux qui sont employés en même temps à l'exercice d'une de ces professions mais principalement de celle de fabricant ou négociant de motocycles et d'automobiles; à 10 florins pour les véhicules à moteur pourvus exclusivement d'un moteur électrique et utilisés exclusivement à la profession de loueur de semblables véhicules.	Aucun impôt n'est perçu du chef de la détention : a) De véhicules mus par un moteur, par des corps constitués; b) De véhicules mus par un moteur, qui sont visiblement construits pour le transport des marchandises, d'outils et de machines et sont employés exclusivement ou principalement à cette fin; c) De véhicules mus par un moteur, qui sont exclusivement utilisés à l'exercice de la profession de fabricant de ces véhicules ou de négociant en ces objets et font partie de son fonds de commerce.	Ne sont pas imposables : Les personnes domiciliées à l'étranger à moins qu'elles aient en usage, dans le pays, une parcelle ou y détiennent des domestiques, des chevaux, des vélocipèdes ou des véhicules mus par un moteur pendant une période dépassant trois mois consécutifs.	⁽¹⁾ Pour l'application de la réduction de moitié prévue dans la colonne 5 ci-contre, on ne considère pas comme un usage pour l'exercice du métier ou de la profession du contribuable, le déplacement de sa demeure au lieu du siège de ses affaires ou de son exploitation ou vice versa.

ANNEXE B.

—

TABLEAU

**indiquant les impositions perçues par les provinces
sur les motocycles, motocyclettes et automobiles.**

PROVINCES.	DATES DES RÉGLEMENTS.	MOTOCYCLES ET MOTOCYCLETTES.	AUTO	
			servant au transport de personnes.	
1	2	3	4	
Anvers.	25 juillet 1902, modifié le 19 juillet 1905.	20 francs. Plaque spéciale des marchands : 30 francs	8 francs par cheval-vapeur, avec mini- mum de 50 francs et maximum de 300 francs. Pour chaque automobile de louage (dite taximètre) ayant sur la voie publique une place de stationnement déter- minée et concédée par l'Adminis- tration compétente : 25 francs. Plaque spéciale des marchands : 150 francs.	
Brabant.	18 juillet 1907.	A un siège : 20 francs. A plus d'un siège : 30 francs.	10 francs par cheval-vapeur ou frac- tion de cheval-vapeur de la puis- sance du moteur, avec maximum de 300 francs. Marchands d'automobiles : 100 francs par plaque spéciale pouvant être transférée d'un véhicule à l'autre.	
Flandre Occidentale.	15 et 17 juillet 1902, mo- difiés les 18 juillet 1905, 18 juillet 1906 et 12 juillet 1910.	10 francs par cheval-vapeur ou fraction de cheval-vapeur sans que la taxe puisse être infé- rieure à 20 francs.	10 francs par cheval-vapeur ou frac- tion de cheval-vapeur, avec mini- mum de 30 francs et maximum de 300 francs. 30 francs par automobile servant à un service régulier de transport en commun par terre dûment autorisé. 30 francs pour les automobiles de place (taximètres).	
Flandre Orientale.	18 juillet 1905, modifié le 12 juillet 1912.	30 francs.	30 francs plus 10 francs par cheval- vapeur, avec maximum de 300 francs.	

MOBILES		
affectées au transport des marchandises.	EXEMPTIONS.	Observations.
5	6	7
2 francs par cheval-vapeur pour les canions et les voitures de livraison uniquement utilisés à l'usage sus-indiqué.	1^{re} Automobiles en blanc montées à l'essai par les fabricants ou leur personnel. 2^o Motocycles, motocyclettes et automobiles affectés à un service public ayant un caractère d'intérêt général.	
30 francs par camion ou voiture de livraison uniquement utilisé à l'usage susindiqué.	1^{re} Automobiles, motocycles et motocyclettes, dont il n'est fait usage qu'après le 1^{er} octobre; 2^o Motocycles, motocyclettes et automobiles affectés à un service public. 3^o Automobiles de place. 4^o Automobiles servant à un service régulier de transport en commun par terre dûment autorisé si les détenteurs paient déjà une redevance conformément à l'acte de concession. 5^o Motocyclettes, motocycles et automobiles des personnes qui n'ont ni résidence ni domicile fixe en Belgique et qui font un séjour, consécutif ou non, de moins de trois mois.	
30 francs par automobile servant au transport des marchandises.	1^{re} Automobiles non utilisées détenues par les fabricants et les marchands. 2^o Automobiles en blanc montées à l'essai par les fabricants ou leur personnel. 3^o Moyennant autorisation préalable, les automobiles affectées à un service public ou d'intérêt général. 4^o Les étrangers qui font un séjour consécutif de moins de trente jours. 5^o Automobiles dont on n'entre en possession que pendant les trois derniers mois de l'année.	
40 francs par automobile uniquement employée pour le transport des marchandises et par automobile de remise appartenant à des loueurs patentés.	1^{re} Automobiles de place. 2^o Automobiles affectées à un service public. 3^o Le paiement de la taxe pour les motocycles, les motocyclettes et les automobiles dont on ne fait usage que pendant les trois derniers mois de l'année entraîne libération de la taxe pour l'année suivante.	

PROVINCES.	DATES DES RÈGLEMENTS.	MOTOCYCLES ET MOTOCYCLETES.	AUTO	
			servant au transport de personnes.	
1	2	3	4	
Hainaut.	25 juillet 1902, modifié le 27 juillet 1905 et le 16 juillet 1907.	20 francs.	50 francs par véhicule plus une taxe proportionnelle de 10 francs par cheval-vapeur ou fraction de cheval-vapeur pour les automobiles d'une force inférieure à 20 chevaux. 75 francs par véhicule plus une taxe proportionnelle de 12 francs par cheval-vapeur ou fraction de cheval-vapeur pour les automobiles d'une force de 20 chevaux et au delà. Maximum de la taxe: 300 francs. La moitié de la taxe pour les automobiles détenues et utilisées par les médecins, chirurgiens et vétérinaires, pour l'exercice de leur profession, à raison d'une voiture par praticien. La moitié des taxes ci-dessus désignées pour les camions et voitures de livraison automobiles employés principalement au transport des marchandises et servant accessoirement au transport des personnes. Idem pour les automobiles détenues à partir du 1^{er} octobre. 18 francs par automobile de place.	
Liège.	25 juillet 1902, modifié le 27 juillet 1905 et le 28 juillet 1906.	20 francs. Ce taux est réduit de moitié pour les motocycles détenus à partir du 1^{er} août	41 francs par cheval-vapeur pour les six premiers chevaux et 16 francs par cheval au delà des six premiers avec maximum de 300 francs. N.-B. Les taux indiqués ci-dessus doivent être majorés de 10 % à raison de la perception d'une taxe dite de prévoyance et d'assistance sociales Ces taux sont réduits de moitié pour les automobiles détenues à partir du 1^{er} août.	

MOBILES		
affectées au transport des marchandises.	EXEMPTIONS.	Observations.
5	6	7
Fr. 22.50 par camion ou voiture uniquement utilisé au transport des marchandises.	1° Automobiles, motocyclettes et motos non utilisés détenus par les fabricants et marchands. 2° Automobiles en blanc montées à l'essai par les fabricants ou leur personnel. 3° Automobiles, motocyclettes et motos utilisés en service par les membres de l'armée. 4° Étrangers qui ne font pas dans la province un séjour consécutif de plus de trente jours.	
Exemption.	1° Automobiles, motocyclettes et motos non utilisés détenus par les fabricants et marchands. 2° Camions et voitures de livraison automobiles uniquement utilisés au transport des marchandises. Moyennant autorisation préalable : 3° Automobiles, motocyclettes et motos affectés à un service public. 4° Automobiles de place. 5° Sous certaines conditions, les automobiles des fabricants et marchands servant aux essais industriels et commerciaux. 6° Étrangers qui n'ont ni domicile ni résidence fixe en Belgique et qui y font un séjour, consécutif ou non, de moins de trois mois.	

PROVINCES.	DATES DES RÈGLEMENTS.	MOTOCYCLES ET MOTOCYCLETTES.	AUTO	
			servant au transport des personnes.	
1	2	3	4	
Limbourg.	11 juillet 1902, complété le 9 juillet 1912.	20 francs. Taxe réduite de moitié pour les motocycles et motocyclettes détenus à partir du 1 ^{er} août.	400 francs par automobile de 500 kilo- grammes et moins. 150 francs par automobile de 501 à 1,000 kilogrammes. 200 francs par automobile de plus de 1,000 kilogrammes. Taxes réduites de moitié pour les automobiles détenues à partir du 1 ^{er} août. Une taxe spéciale réduite à 100 francs pour la première voiture, à 50 francs pour la seconde et à 25 francs pour chacune des autres est établie en faveur des garagistes, marchands réparateurs et loueurs de voitures de remise, dûment patentés.	
Luxembourg.	23 juillet 1904, modifié les 17 juillet 1907 et 20 juillet 1910.	20 francs. 20 francs par course et par moto- cycle et motocyclette partici- pant aux courses ayant lieu dans la province. 15 francs par motocyclette servant uniquement aux marchands et aux loueurs de motocyclettes.	40 francs par cheval-vapeur, avec maxi- mum de 300 francs. 5 francs par cheval-vapeur, avec maxi- mum de 150 francs pour les auto- mobiles détenues par les loueurs de voitures et hôteliers. 100 francs par course et par automo- bile participant aux courses ayant lieu dans la province.	
Namur.	12 juillet 1902, modifié le 14 juillet 1904.	20 francs. La taxe est réduite de moitié pour les motocycles détenus à partir du 1 ^{er} août.	Taxe fixe de 30 francs par véhicule plus une taxe proportionnelle de 10 francs par cheval-vapeur, avec maximum de 300 francs. 3 francs par cheval-vapeur, avec mini- mum de 30 francs et maximum de 100 francs pour les entrepreneurs de transport de voyageurs par auto- mobiles qui bénéficient de l'exemp- tion prévue au 3 ^e de la colonne 6. Les taxes sont réduites de moitié pour les automobiles détenues à partir du 1 ^{er} août.	

MOBILES		EXEMPTIONS.	Observations.
	affectées au transport des marchandises.		
5	6		
	Exemption.	1^o Automobiles, motocyclettes et motocycles non utilisés détenus par les fabricants et marchands. 2^o Automobiles en blanc montées à l'essai par les fabricants ou leur personnel. 3^o Camions et voitures de livraison automobiles uniquement utilisés au transport des marchandises. 4^o Moyennant autorisation préalable, automobiles, motocyclettes et motocycles affectés à un service public ayant un caractère d'intérêt général. 5^o Moyennant autorisation préalable, automobiles de place. 6^o Étrangers qui ne font pas dans la province un séjour, consécutif ou non, de plus de trois mois.	
	20 francs par automobile servant exclusivement à l'usage indiqué.	1^o Automobiles affectées à un service public de transport de marchandises ou de voyageurs. 2^o Automobiles, motocyclettes et motocycles non utilisés, détenus par les fabricants et marchands. 3^o Automobiles en blanc montées à l'essai par les fabricants ou leur personnel. 4^o Motocyclettes et motocycles mis par l'État à la disposition des agents des Ponts et Chaussées, pour l'accomplissement de leurs fonctions.	
	20 francs par automobile servant uniquement à l'usage indiqué. La taxe est réduite de moitié pour les automobiles détenues à partir du 1^{er} août.	1^o Automobiles, motocyclettes et motocycles non utilisés, détenus par les fabricants et marchands. 2^o Automobiles en blanc montées à l'essai par les fabricants ou leur personnel. 3^o Moyennant autorisation préalable : automobiles, motocyclettes et motocycles affectés à un service public ayant un caractère d'intérêt général. 4^o Étrangers faisant dans la province un séjour, consécutif ou non, de moins de trente jours.	

ANNEXE C.

Extrait de la loi du 28 juin 1822 sur la contribution personnelle.

De la mise à l'amende; des procès-verbaux et poursuites y relatives.

ART. 108. — Tous employés appartenant au Département des recettes, et tous ceux préposés au recouvrement des impositions communales, seront compétents pour constater les contraventions à la présente loi, pourvu qu'ils soient porteurs de leurs commissions.

ART. 109. — Les employés qui auront constaté une contravention, en dresseront de suite, ou aussitôt que possible, le procès-verbal qui devra relater succinctement et avec exactitude les noms et les qualités du contrevenant, le lieu et le jour de la contravention, les circonstances de celle-ci et le motif de la mise à l'amende.

Ces procès-verbaux devront être dressés par deux employés au moins.

ART. 110. — Dans les deux fois vingt-quatre heures qui suivront le jour d'une contravention constatée, le procès-verbal en devra être affirmé par serment devant le juge de paix ou le chef de l'administration municipale de la commune où la contravention a eu lieu ⁽¹⁾.

ART. 111. — Dans les quatre fois vingt-quatre heures qui suivront le jour de la contravention constatée, le procès-verbal devra être enregistré. Ne sont pas compris dans les termes fixés au présent article et dans celui qui précède, les jours de dimanches et de fêtes légales ⁽¹⁾.

ART. 112. — Lorsque la contravention sera constatée en présence du contrevenant, celui-ci sera requis d'être présent à la rédaction du procès-verbal et de le signer.

Si la contravention est constatée en l'absence du contrevenant, il sera remis une copie du procès-verbal, dans les vingt-quatre heures de son enregistrement, à la demeure du contrevenant, s'il est habitant de la commune; dans le cas où il habiterait une autre commune, cette remise sera faite au secrétariat ou au chef de l'administration de la commune où la contravention a été constatée ⁽²⁾.

⁽¹⁾ Les articles 110 et 111 de la loi du 28 juin 1822 sont abrogés par l'article 1^{er} de la loi budgétaire du 28 décembre 1912.

⁽²⁾ L'article 112 est modifié, quant au délai et au mode de remise de la copie des procès-verbaux, par l'article 1^{er} de la loi budgétaire du 28 décembre 1912.

ART. 113. — Les procès-verbaux rédigés par les employés, en ce qui concerne leurs attributions, feront foi en justice, jusqu'à preuve contraire.

Les erreurs ou inexactitudes qui se glisseraient dans la rédaction des procès-verbaux, sous le rapport des motifs et causes de la mise à l'amende et de son application, n'influeront point sur la validité de cet acte, mais devront être rectifiées lors de la signification qui en sera faite.

Dans le cas seulement où l'assermentation ou l'enregistrement⁽¹⁾ n'aurait pas eu lieu dans les termes requis, ou que le procès-verbal ne serait dressé que par un seul employé, il ne sera isolément pas admissible comme preuve.

ART. 114. — Quant aux contraventions qui emportent une amende, les contrevenants pourront être admis à transiger du chef de ces amendes, sans préjudice toutefois de la contribution due.

Les transactions seront soumises à l'approbation de l'Administration.

ART. 115. — Le produit des amendes et transactions pour cause de contraventions à la présente loi, sera dévolu au Trésor; sera toutefois excepté de cette disposition le produit des amendes et transactions résultant des fraudes ou contraventions qui seraient découvertes par les fonctionnaires désignés à l'article 108, lequel sera distribué de la manière qui sera par nous ultérieurement ordonnée.

ART. 116. — La connaissance de toute contravention à la présente loi est attribuée aux tribunaux de police correctionnelle.

Toutes actions tendant à l'application des amendes seront intentées et poursuivies au nom de l'Administration générale des recettes devant les mêmes tribunaux, qui ne prononceront qu'après avoir entendu la conclusion du ministère public. A l'égard de l'instruction des procédures de l'espèce, de l'appel et du pourvoi en cassation, on suivra les règles prescrites en matière de police correctionnelle, par la législation en vigueur.

ART. 117. — Il y aura prescription de toutes actions du chef des contraventions à la présente loi, lorsque ces actions ne seront pas poursuivies dans le terme d'un an, qui suivra la date de la signature du procès-verbal de contravention.

(1) L'assermentation et l'enregistrement ne sont plus requis en présence de l'abrogation visée au renvoi (4) p. 25.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 11 JUNI 1913.

Wetsontwerp waarbij eene taxe op de automobielen en andere motorvoertuigen gevestigd wordt.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De verspreiding van de onlangs uitgevonden verkeertoestellen is eene openbaring van rijkdom en van weelde, ofschoon hun gebruik bij zekere personen aan doeleinden van nut of aan handelsnoodwendigheden beantwoordt. Daaruit volgt, dat, in een fiscaal stelsel hetwelk aanslagen bevat die op de uiterlijke kenteekens van het vermogen en de winsten gegrond zijn, het bezit en het bezigen van die voorwerpen natuúrlijk als het voorwerp eener belasting kunnen aanzien worden, mits zekere matigingen bevolen door de belangen van nijverheids- en beroepsarbeid, alsmede door de begunstiging welke aan de ondernemingen van gemeenschappelijk vervoer verschuldigd is.

Het gebruik van de automobielen nam in deze laatste jaren eene snelle ontwikkeling in ons land: in 1904, telde men er nauwelijks 2,000 motorrijtuigen; vijf jaar later, einde 1909, waren er ongeveer 5,000, ongerekend 4,000 motorrijwielen; en de vermeerdering nam onafgebroken toe, in zoo ver dat er thans meer dan 12,000 automobielen en meer dan 7,000 motorrijwielen bestaan.

Bij de meesten van hen die ze gewoonlijk bezigen, heeft de automobiel één rijtuig van weelde van het oud stelsel en één of meer paarden vervangen. Welnu, de paarden één der grondslagen uitmakende van de personeele belasting, heeft die vervanging voor gevolg gehad merkelijk de opbrengst dier belasting te verminderen. In 1883 bracht de personeele belasting 319,000 frank op voor 5,465 paarden van weelde; in 1911 is de opbrengst gedaald tot 245,000 frank voor 4,265 paarden, alhoewel de

algemeene rijkdom gedurende dit tijdperk aanzienlijk toenam, zooals de stijging van de belasting op de dienstboden het uitwijst : deze, welke in 1883 4,074,000 frank opleverde wegens 72,548 dienstboden, heeft, in 1911, 1,485,000 frank wegens 90,000 dienstboden opgebracht.

Dit verschijnsel stelt klaar de wettigheid eener Staatstaxe op de automobielen in het licht.

Eene andere beschouwing wettigt ze insgelijks krachtdadig : de Staat doet jaarlijks meer en meer onkosten tot het onderhoud en de verbetering der banen, waarvan het verkeer der nieuwe voertuigen de spoedige slijting veroorzaakt; het is dus billijk dat degenen die gansch bijzonder voordeel uit die uitgaven trekken in hoofdzaak tot de vergelding er van bijdragen.

De meeste der Europeesche natiën en inzonderheid de naburige landen, hebben sedert verscheidene jaren dergelijke taxe gevestigd.

Om eene opkomende nijverheid niet te dwarsboomen heeft de Belgische Regeering niet gepast geacht de automobielen in de eerste jaren te belasten. Het zijn de provinciën en eenige gemeenten die vooruitgelopen zijn door het stellen van bijzondere taxes. De verscheidenheid harer verordeningen en de daaruit voortspruitende dubbele aanslagen hebben bij de belastingschuldigen het verlangen doen ontstaan door den Staat in het fiscaal stelsel eenheid te zien brengen, door het overnemen der taxes voor zijne rekening.

Dit denkbeeld werd in den Senaat door mijn geachten voorganger in zitting van 30 Juli 1909 uiteengezet, en verscheidene groepen van automobielhouders verklaarden zich voorstanders daarvan.

Het ontwerp van wet dat ik de eer heb, ingevolge 's Konings bevelen, aan uwe beraadslaging te onderwerpen, stelt dus eene Staatstaxe in op de motorvoertuigen en laat tevens aan de provinciën en gemeenten de bevoegdheid om, hunnerzijds, opcentiemen op die taxe te stellen.

ARTIKEL EÉN.

Artikel 1 duidt de voertuigen aan die aan de taxe onderworpen worden; het zijn degene voorzien van eenen kunstmotor en dienende tot het vervoer van personen te water of te lande.

Worden namelijk onder die bepaling gerangschikt :

1° De motorrijtuigen ;

2° De motorrijwielen en de motoreycles, 't is te zeggen de rijwielen met twee of meer wielen voorzien van eenen benzine- of ander dergelijken motor ;

3° De voertuigen met machinale trekkracht (door stoom, electriciteit, motoressences) gebezigd bij de ondernemingen van gemeenschappelijk vervoer ;

4° De motorbooten en alle andere vaartuigen voorzien van eenen kunstmotor.

ART. 2.

De taxeplichtigen zijn, in het algemeen, degenen die een motorrijtuig, een motorrijwiel, enz. houden, ongeacht of het voertuig eigendom is van dengene die het bezigt, ofwel dat hij het telken stonde of zelfs alleenlijk in beperkte tijdsvoorwaarden mag bezigen, krachtens eene huur- of andere overeenkomst met den eigenaar.

Het doet dus weinig ter zake of het voertuig gewoonlijk onder dak geplaatst wordt in een lokaal toebehoorende aan dengene die er over beschikt, of in eene stelplaats toebehoorende aan een derden persoon, eigenaar van het voertuig.

Zijn ook de taxe verschuldigd, degenen die motorvoertuigen exploiteeren door ze aan particulieren te verhuren of door ze ter beschikking van het publiek te stellen, alsmede de ondernemers van gemeenschappelijk vervoer door middel van soortgelijke voertuigen (tramwegen, overzetbooten, booten voor uitreisjes, enz.).

Daar de concessiehouders van tramwegen met dierlijke trekkracht insgelijks aan de belasting van 10 frank per paard zijn onderworpen, zou het onrechtvaardig zijn de nieuwe taxe niet toe te passen op de exploitanten van tramwagens bewogen door stoom, door electriciteit, enz.

ART. 3.

Dit artikel bepaalt den grondslag en den maatstaf der taxe :

Het geldt in § 1 den vollen maatstaf, inzonderheid toepasselijk op de voor weelde, vermaak of gemak gebezigde voertuigen.

De grondslagen der taxes die in den vreemde geheven worden, verschillen van land tot land; nochtans, komt de kracht van den motor meestendeels in aanmerking tot het vaststellen der belasting.

In Duitschland en in Frankrijk beloopt de taxe zelfs klimmenderwijze 15 frank per paardekracht (zie bijlage A).

In België heeft men verscheidene stelsels uitgedacht tot het zetten der provinciale taxes op de automobielen : nu eens het aantal plaatsen, dan eens het gewicht van het rijtuig, nog weer de kracht van den motor. Deze laatste grondslag wordt thans toegepast in al de provinciën, behalve in Limburg waar het stelsel naar het gewicht nog van kracht is (zie bijlage B).

In 't algemeen is de belangrijkheid van de motorische kracht het zekerste kenmerk der waarde van het voertuig; en daar deze grondslag het praktisch voordeel heeft in het land beproefd geweest en in de gewoonten getreden te zijn, stelt de Regeering voor hem aan te nemen.

Het bedrag der taxe wordt bepaald op voet van 12 frank per paardekracht. Het is het gemiddeld cijfer der provinciale taxes; deze verschillen van 8 tot 16 frank, en er dient opgemerkt, dat de gemeentetaxes die bovendien daarop gesteld worden soms 5 frank per paardekracht bedragen. Voor de gewone automobielen zal de voorgestelde taxe benaderend overeen-

stemmen met de personeele belasting verschuldigd wegens twee weeldepaarden.

Voor de motortweewielers en motorcycles beloopt thans de provinciale taxes eene vaste som van 20 of van 30 frank; de Staatstaxe, gegrond op de kracht van den motor, zal bijna even hoog zijn, daar die voertuigen gewoonlijk 2 tot 3 paardekrachten hebben.

Daar het moeilijk, zoo niet onmogelijk, zou zijn te bepalen hoeveel paardekrachten gebezigd worden door de autobussen en de tramwagens, wordt de taxe vastgesteld op 30 frank per tiental plaatsen van elken voorspan- of aanhangwagen voor dagelijksch gebruik gebezigd; de breuken van minder dan zes plaatsen zullen niet medegeteld worden.

ART. 4.

Door dit artikel worden verminderingen verleend, ten eerste voor de private voertuigen in gemengd gebruik, ten tweede voor de voertuigen welke tot verhuring bestemd zijn of die tot gemeenschappelijk vervoer dienen.

In overeenstemming met de bepalingen betreffende de personeele belasting op de paarden in gemengd gebruik, (art. 3 der wet van 25 Augustus 1883) wordt eene vermindering van de helft verleend voor de voertuigen hoofdzakelijk en doorgaans gebezigd hetzij voor de diensten van den Staat, van de provinciën of van de gemeenten, hetzij voor het uitoefenen van beroepen en die ondergeschikterwijze dienen tot gebruiken van weelde, van gemak of van vermaak.

Zoo zullen de automobielen, bestemd tot het leveren van goederen, maar die, buiten dit gebruik, bijkomstig tot het vervoer van personen dienen, slechts aan de halve taxe onderworpen worden.

Dezelfde vermindering zal worden toegepast op de voertuigen gebruikt voor het uitoefenen van hun beroep, door de geneesheeren, de veeartsen, de handelsreizigers, de deurwaarders, enz., omdat hier het beroepsgebruik aanzien wordt als overtreffende het weeldegebruik en deze twee gebruiken niet kunnen onderscheiden worden in de praktijk.

De taxe wordt verminderd tot op een vierde voor de stationneer- of huurautomobielen en voor de motorvaartuigen.

In eenige provinciën zijn die voertuigen aan de taxe niet onderworpen; in andere provinciën en in eenige steden worden zij belast, maar volgens eene verminderde taxe. Nu, vermits de ondernemers van openbare rijtuigen van het vroeger stelsel aan de personeele belasting onderworpen zijn op voet van 40 frank per huurpaard, mogen natuurlijk van de taxe niet ontslagen worden de houders van huurautomobielen die aan de eersten eene meer en meer de bovenhand nemende concurrentie doen.

ART. 5.

De taxe verschuldigd door den houder van huurautomobielen of van andere huurvoertuigen mag in mindering komen van die welke door

derden, uit hoofde van voorwerpen die hem toebehooren, zou verschuldigd zijn : dergelijke bepaling bestaat in zake personeele belasting op de huurpaarden (art. 44 der wet van 1822).

ART. 6.

Artikel 6 bepaalt de werktuigen tot machinale voortbeweging die van de taxe worden vrijgesteld.

Het zijn vooreerst die welke uitsluitend gebezigd worden voor een openbaren dienst van den Staat, van de provincie of van de gemeente. Al de provinciale reglementen voorzien deze vrijstelling die, te allen tijde, in zake personeele belasting, verleend werd voor de paarden van de militairen en van de burgerwachten.

Krachtens artikel 2 der wet van 24 Juni 1885, zal de Nationale Maatschappij der buurtspoorwegen de vrijstelling genieten, maar de vrijdom mag zich niet uitstrekken tot hare concessiehouders voor exploitatie.

Daar in artikel 1 alleen bedoeld worden de voertuigen die dienen tot het vervoer van personen, spreekt het van zelf, dat die welke uitsluitend gebruikt worden voor het vervoer van goederen vrijgehouden worden. In de meeste provinciën wordt er in dit laatste geval eene belasting toegepast, doch volgens eene verminderde taxe. Het schijnt rechtvaardiger ze niet te onderwerpen aan de taxe, evenals de personeele belasting niet verschuldigd is voor de paarden uitsluitend gebruikt tot den landbouw, de fabrieken, trafieken, beroepen of neringen (art. 46 der wet van 28 Juni 1822).

Zekere provinciale reglementen ontslaan van de taxe de niet afgewerkte automobielen die voor het beproeven door de fabrikanten of handelaars, of door hun personeel gebruikt worden. Deze vrijdom mag bij algemeen maatregel aangenomen worden, onder voorbehoud der maatregelen van voorzorg en van toezicht tot wering van misbruiken : artikel 9, § 3, verleent aan de Regeering machtiging om de daartoe noodige schikkingen te nemen.

ART. 7.

De taxe wordt, in beginsel, voor een geheel jaar gevestigd.

Zij is geheel verschuldigd door dengene die van het belastbaar voorwerp gebruik maakt, hetzij van het begin van het jaar af, hetzij met ingang van eene dagteekening die zich plaatst tussehen 1^{re} Januari en 30^{en} Juni. Voor het geval dat het gebruik later aanvang neemt, bevat het ontwerp bepalingen genomen uit het stelsel der personeele belasting op de dienstboden en de paarden : vermindering van de helft wanneer het gebruik aanvang neemt in het derde trimester, — vrijstelling wanneer het begint in het vierde trimester (art. 37 en 45 der wet van 1822). De provinciale reglementen geven het voorbeeld van de vrijstelling in dit laatste geval.

Het is noodig hier te melden, dat er geene vermindering of wedergave wordt toegestaan uit hoofde van feiten zooals de verwisseling, in den loop van 't jaar, van een voertuig tegen een ander van mindere kracht. Maar in

geval van overlijden wordt de taxe van het loopende jaar niet gevorderd van dengene die den eigendom van het voertuig zou bewijzen als erfgenaam of legataris van den schatplichtige, evenmin als van den echtgenoot die voort zou gaan met het voertuig te gebruiken.

ART. 8.

Dit artikel heeft betrekking op personen welke het buitenland bewonen en die in België van belastbare voertuigen gebruik maken.

Zij die in ons land, in eigendom of anders, eene woning — hotel, kasteel, villa of vertrek — hebben, welke zij gedurende zekeren tijd bewonen, mogen blijkbaar niet gunstiger behandeld worden dan de vaste ingezetenen van het Rijk, Belgen of niet. Daarentegen mogen de vreemdelingen die eenvoudig het land doorreizen — mocht dat doorreizen zelfs herhaaldelijk plaats hebben — niet getroffen worden door onze belasting uit hoofde van hunne voertuigen.

Dit zijn de begrippen die de bepalingen van bedoeld artikel hebben ingegeven.

Naar de Belgische ambtelijke rechtspraak, is de personeele belasting niet verschuldigd voor de dienstboden en de paarden die, gedurende het verblijf op de buitenhuizen, in het seizoen van de jacht, enz., tijdelijk door vreemdelingen in het land worden medegenomen. In Nederland, in Frankrijk, in Italië, bestaan dergelijke schikkingen, namelijk wat de automobielen betreft; in andere landen wordt eene taxe geheven in verhouding tot den duur van het verblijf.

De Regeering stelt het vrijgevigste stelsel voor met geene taxe te eischen van de vreemdelingen die, zonder eene woonst of nederzetting in het Rijk te hebben, er ten hoogste drie maanden onafgebroken in den loop van één jaar verblijven of wel afgebroken verblijven houden, die te zamen deze tijdruimte niet overtreffen. Boven deze grens, wordt de taxe opvorderbaar op voet van 4 frank per paardekracht en per maand verblijf; alle breuk van minder dan zestien dagen wordt niet medegeteld. Dat is de gedeeltelijke toepassing van het algemeen tarief.

Bij deze gelegenheid is het nuttig het regiem van vrijstelling te herinneren dat bestaat ten voordeele van de agenten der vreemde Staten.

Krachtens artikel 5 der wet van 1 Januari 1856, zijn de consuls van vreemde nationaliteiten, die in België geenen bandel drijven noch er een beroep uitoefenen, ontslagen van de personeele belasting ten voordeele van den Staat, van de provinciën of van de gemeenten, wanneer wederkeerigheid bestaat vanwege de Regeeringen waarvan zij de lasthebbers zijn. Anderdeels is, krachtens het volkenrecht, dezelfde vrijstelling toegekend aan de gezantschapsagenten.

Deze regelen zijn van toepassing op de nieuwe taxe, gesteld haren aard van personeele belasting.

ART. 9.

De taxe zal jaarlijks en op voorhand betaald worden volgens de aangifte door de houders gedaan ten kantore van den ontvanger der belastingen van het gebied. De plaats van aanslag wordt bepaald als ten aanzien van de dienstboden en de paarden (wet van 28 Juni 1822, art. 74 tot 76). De houders worden dus aan de taxe onderworpen in de gemeente hunner woonplaats, en, hebben zij verschillende verblijfplaatsen, in de gemeente die zij 's winters bewonen.

De exploitanten van huurvoertuigen en de ondernemers van gemeenschappelijk vervoer worden aangeslagen in de gemeente waar de stelplaatsen, wagenhuizen of andere bergplaatsen der voertuigen gelegen zijn.

De aangiften mogen geldig gemaakt worden tot wederopzegging toe; in dit geval, zal de ontvanger in de laatste veertien dagen der maand December van elk jaar de taxe per postquitanatie doen innen.

Het aankopen of het vervangen, in den loop van het jaar, van een belastbaar voertuig, geeft insgelijks aanleiding tot aangifte en tot de betaling van de taxe of van de aanvullingstaxe desvoorkomend verschuldigd wegens de vermeerdering van de kracht van den motor.

Dat is de handelwijze die reeds gevolgd wordt voor de provinciale taxes op de automobielen.

Thans wordt de betaling van die taxes bewezen door het hechten aan het voertuig van eene bijzondere plaat die van provincie tot provincie verschilt.

De Regeering zal onderzoeken of het mogelijk is deze verplichting af te schaffen en de contrôle te verzekeren alleenlijk door middel van de plaat die geëischt wordt door het reglement op de politie van het vervoer per as.

Doch om bedrog te vermijden, zal alle verkoop of afstand van een belast voertuig binnen de acht dagen moeten aangegeven worden. De taxe persoonlijk zijnde voor de houders kan het voertuig, gelijk het de regel is voor de paarden, in den loop van het jaar verschillende malen tot de taxe aanleiding geven indien het van eigenaar verandert.

De provinciale reglementen belasten de Bestendige Deputatie met het bepalen van den vorm der aangiften van de wijze waarop de kracht der motors moet vastgesteld worden, enz. Door § 3 van artikel 9 van het ontwerp wordt die bevoegdheid aan de Regeering verleend; buitendien, wordt deze gemachtigd om bijzondere maatregelen te nemen tot wering van bedrog, namelijk wat de op de proef genomen vervoermiddelen betreft.

Eindelijk wordt door § 4 bepaald, dat bij gebreke van aangifte, of in geval van ontoereikendheid daarvan, de houder van ambtswege mag belast worden, behoudens het recht van bezwaar en van beroep voorzien bij artikel 10; desvoorkomend mag de bestuurder der belastingen de invoering der van ambtswege gevestigde taxe schorsen (wet van 28 Juni 1822, art. 101).

ART. 40.

Artikel 9 maakt van toepassing op de taxe de regelen betreffende de bezwaren en de beroepen in zake rechtstreeksche belastingen. Gesteld echter dat de taxe betaalbaar is op voorhand of onmiddellijk na den aanslag van ambtswege, wordt de termijn van verval verminderd tot drie maanden in plaats van zes.

ART. 41.

Elke onvertreding van de wet of van schikkingen genomen tot uitvoering daarvan, maakt haren dader strafbaar met eene boete van 50 frank tot 1,000 frank en op bijkomende wijze met eene gevangenisstraf van een tot acht dagen — ongerekend, desvoorkomend, het ontdoken recht.

Gemelde grenzen laten toe de strafbepalingen toe te passen naar gelang van het gewicht der omstandigheden.

De overtredingen zullen vastgesteld, door dading beëindigd of vervolgd worden gelijk in zake personeele belasting (zie bijlage C).

Het laatste lid van artikel 40 beslist dat wanneer vermoeden van bedrog bestaat, de agenten van het toezicht, voorzien van hunne aanstellingsbrieven, het recht hebben, zonder bijstand, de stel- en andere bergplaatsen van de belastbare voertuigen te doorzoeken. Alle belemmering aan de visitatie in den weg gelegd, wordt gestraft met de hierboven aangeduide boete. Deze maatregelen zijn noodzakelijk tot voorkoming of beteugeling van sluikerij.

ART. 42.

Eenheids- en eenvoudigheidshalve bedingt artikel 42, dat de provincie- en gemeentebelastingen, thans op de automobielen, motorrijwielen en motorcycles gevestigd, met ingang van 1914 worden afgeschaft en dat, met ingang van 1915, de provincie- en gemeenteopcentiemen, op de Staatstaxe gevestigd, onderscheidenlijk de drie vierden en het vierde van deze taxe niet mogen overtreffen.

ART. 43.

Opdat de wet geene storing brenge in de financiën van de provinciën of van de gemeenten, bepaalt artikel 43 dat, indien het zuiver bedrag der opcentiemen, geheven volgens de wederzijdsche gedeelten van 75 en 25 l. h., niet het laatste zuiver bedrag bereikt van de door artikel 42 afgeschafte belastingen, de Regeering jaarlijks aan de belanghebbende provinciën en gemeenten vergoedende toelagen zal toekennen, desgevallende na aftrek der verhooging van hare geldmiddelen uit hoofde der taxe welke het evenredig patentrecht en het evenredig mijurecht vervangt.

Door zuiver bedrag verstaat men de ruwe inkomsten verminderd met de kosten van ontvang. Het spreekt van zelf, dat, indien eene provincie of eene gemeente oordeelde van hare volle bevoegdheid niet te moeten gebruik maken, 't is te zeggen indien zij hare opcentiemen stelde op een lager percent dan bovenvermelde cijfers van 75 en 25 t. h., zij geen recht op de minste vergoeding zou hebben.

ART. 14.

De tenuitvoerlegging der wet wordt bepaald op 1 Januari 1914 : deze schikking vindt hare verklaring in haar zelve uit aanmerking van het feit der inning van de provincië- en gemeentetaxes voor het loopende jaar.

De Minister van Financiën,

M. LEVIE.

Projet de loi établissant une taxe sur les automobiles et autres véhicules à moteur.

Wetsontwerp waarbij eene taxe op de automobielen en andere motorvoertuigen gevestigd wordt.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté, en Notre nom, aux Chambres législatives par Notre Ministre des Finances :

ARTICLE PREMIER.

Il est établi une taxe annuelle, au profit de l'État, sur les véhicules à moteur servant au transport des personnes.

Sont compris sous cette dénomination, notamment, les voitures automobiles, les motocyclettes, les motocycles, les canots automobiles, les bateaux à vapeur et, en général, tous instruments de locomotion mécanique par terre ou par eau.

ART. 2.

La taxe est due par quiconque emploie pour son propre usage, ou exploite pour le transport des personnes, un ou plusieurs véhicules désignés dans l'article premier, soit qu'il en ait la propriété ou la possession personnelle, soit qu'il en ait la disposition permanente ou habituelle par louage ou autre convention.

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op de voordracht van Onzen Minister van Financiën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het wetsontwerp waarvan de inhoud volgt zal in Onzen naam door Onzen Minister van Financiën aan de Wetgevende Kamers voorgelegd worden :

ARTIKEL EÉN.

Ten voordeele van den Staat wordt eene jaarlijksche taxe gevestigd op de tot het vervoer van personen dienende motorvoertuigen.

Onder die benaming worden gerangschikt, namelijk : de motorrijtuigen, de motortweewielers, de motorcycles, de motorbooten, de stoomvaartuigen en, in 't algemeen, alle werktuigen tot machinale voortbeweging te lande of te water.

ART. 2.

De taxe is verschuldigd door een iegelijk die een of meer der onder artikel een vermelde voertuigen tot zijn eigen gebruik bezigt, of tot het vervoer van personen exploiteert, hetzij hij er den eigendom of het persoonlijk bezit van hebbe, hetzij hij, door huur of andere overeenkomst, bestendig of gewoonlijk de beschikking daarover hebbe.

ART. 3.

§ 1^{er}. La taxe est fixée, en général, à raison de la puissance du moteur, au taux de 12 francs par cheval-vapeur; les fractions de cheval-vapeur ne dépassant pas la moitié sont négligées et celles dépassant la moitié sont comptées pour une unité.

§ 2. Pour les véhicules employés dans les entreprises de transport en commun, tels que les autobus, les tramways à vapeur ou à l'électricité, les embarcations à vapeur, la taxe est fixée à 30 francs par dizaine de places des véhicules moteurs ou remorqués. Les fractions inférieures à six places sont négligées; à partir de ce nombre, les fractions sont comptées pour une dizaine.

ART. 4.

La taxe fixée par le § 1^{er} de l'article 3 est réduite à la moitié pour les véhicules qui, affectés principalement soit à un service public de l'État, de la province ou de la commune, soit à l'exercice d'une profession, sont employés accessoirement à des usages de luxe, de commodité ou d'agrément.

Elle est réduite au quart pour les automobiles de place et les autres véhicules donnés en location par course ou voyage.

ART. 5.

La taxe due par le propriétaire d'un véhicule mis à la disposition permanente ou habituelle d'un tiers peut valoir en déduction de celle due par celui-ci, pourvu qu'il soit justifié du louage ou d'une autre convention.

ART. 3.

In 't algemeen, wordt de taxe gesteld naar evenredigheid van de kracht van den motor, op voet van 12 frank per paardekracht; de gedeelten van paardekracht welke de helft niet overschrijden worden verwaarloosd en die welke de helft te boven gaan worden voor eene eenheid gerekend.

§ 2. Voor de voertuigen gebruikt in de ondernemingen van gemeenschappelijk vervoer, zooals de autobussen, de stoom- of electrische tramwegen, de stoomvaartuigen, wordt de taxe gesteld op 30 frank per tiental plaatsen van de motor- of aanhangvoertuigen. De breuken van minder dan zes plaatsen worden verwaarloosd; van dit getal af, worden de breuken gerekend voor een tiental.

ART. 4.

De taxe bepaald door § 1 van artikel 3 wordt tot de helft verminderd voor de voertuigen welke, hoofdzakelijk bestemd hetzij tot een openbaren dienst van den Staat, van de provincie of van de gemeente, hetzij tot het uitoefenen van een bedrijf, ondergeschikter wijze gebezigd worden tot doeleinden van weelde, van gemak of van vermaak.

Zij wordt tot het vierde verminderd voor de huurautomobielen en de andere per rit of reis in huur gegeven voertuigen.

ART. 5.

De taxe verschuldigd door den eigenaar van een voertuig, dat bestendig of gewoonlijk ter beschikking van eenen derde gesteld wordt, kan in mindering komen van degene welke door dezen verschuldigd is, mits de huur of eene andere overeenkomst bewezen worde.

ART. 6.

Sont exempts de la taxe :

1° Les véhicules affectés exclusivement à un service public de l'Etat, de la province ou de la commune;

2° Ceux qui sont employés à l'essai par les fabricants ou marchands ou par leurs employés.

ART. 7.

La taxe, au taux plein ou au taux réduit, est due en entier par celui qui fait usage du véhicule avant le 1^{er} juillet; il n'en est dû que la moitié si l'usage commence dans le troisième trimestre, et elle n'est pas exigible si l'usage commence dans le quatrième trimestre.

ART. 8.

La taxe n'est due, pour les véhicules employés en Belgique par des personnes n'ayant ni domicile, ni résidence, ni établissement fixe dans le pays, que si le séjour ou les séjours réunis dépassent trois mois par an.

Dans ce cas, la taxe est fixée à un franc par cheval-vapeur et par mois de séjour; toute fraction inférieure à seize jours est négligée.

ART. 9.

§ 1^{er}. La taxe est payable avant le 1^{er} janvier si le véhicule imposable est employé à cette date, et, dans le cas contraire, préalablement à tout usage, sur la déclaration faite par le redevable au bureau du receveur des contributions du ressort.

Cette déclaration peut être rendue valable jusqu'à révocation.

ART. 6.

Zijn van de taxe vrijgesteld :

1° De voertuigen uitsluitend aangewend tot een openbaren dienst van den Staat, van de provincie of van de gemeente;

2° Degene die op de proef gebruikt worden door de fabrikanten of handelaars, of door hunne beampten.

ART. 7.

De taxe, berekend op voet van het vol of van het verminderd aanslageijfer, is in haar geheel verschuldigd door dengene die vóór den 1^{sten} Juli van het voertuig gebruik maakt; de helft er van is slechts verschuldigd indien het gebruik in het derde trimester begint, en zij is niet opvorderbaar indien het gebruik in het vierde trimester begint.

ART. 8.

Door personen hebbende noch woon-, noch verblijfplaats, noch vaste nederzetting in het land, is, voor de voertuigen in België gebezigd, de taxe slechts verschuldigd indien het verblijf of de herhaalde verblijven samengenomen, drie maanden per jaar overtreffen.

In dit geval, wordt de taxe gesteld op één frank per paardekracht en per maand verblijf; alle breuk van minder dan zestien dagen wordt verwaarloosd.

ART. 9.

§ 1. De taxe is betaalbaar vóór 1^{sten} Januari indien het belastbaar voertuig op dien datum in gebruik is, en, in het tegenovergesteld geval, vóór alle gebruik, op aangifte door den schatplichtige gedaan ten kantore van den ontvanger der belastingen van het gebied.

Die aangifte kan tot wederopzeggens toe geldig gemaakt worden.

En cas d'acquisition ou de remplacement du véhicule avant le 1^{er} octobre, le redevable est tenu d'en faire la déclaration dans la huitaine et d'acquitter immédiatement la taxe ou le supplément de taxe.

§ 2. Celui qui vend ou cède un véhicule imposable doit en faire la déclaration dans la huitaine.

§ 3. Un arrêté royal détermine les règles à suivre pour les déclarations ainsi que pour l'établissement, la constatation et le contrôle de la puissance des moteurs.

Le Gouvernement est autorisé à prendre des mesures spéciales en vue d'empêcher les fraudes, notamment en ce qui concerne les véhicules employés à l'essai.

§ 4. A défaut de déclaration dans le délai prescrit, ou en cas d'insuffisance de la déclaration, le redevable peut être taxé d'office par le contrôleur des contributions, sauf le droit de réclamation et de recours.

La taxe établie d'office est payable immédiatement; elle est assimilée en tous points à la contribution personnelle.

ART. 10.

Toute réclamation doit, à peine de déchéance, être adressée, dans les trois mois du paiement litigieux ou de la taxation d'office, au directeur provincial des contributions, qui statue par décision motivée.

Les recours en appel et en cassation sont ouverts contre cette décision, dans les formes et délais stipulés par les articles 6 et suivants de la loi du 6 sep-

tembre. Ingeval van aankoop of van vervanging van het voertuig vóór den 1^{sten} October, is de schatplichtige gehouden daarvan aangifte te doen binnen de acht dagen en dadelijk de taxe of de aanvullingstaxe te betalen.

§ 2. Degene die een belastbaar voertuig verkoopt of overlaat, moet daarvan aangifte doen binnen de acht dagen.

§ 3. Een koninklijk besluit stelt de regelen vast in acht te nemen voor de aangiften, alsmede voor de bepaling, de opneming en de contrôle van de kracht der motoren.

De Regeering wordt er toe gemachtigd bijzondere maatregelen te treffen ten einde het bedrog te keer te gaan, inzonderheid betreffende de voertuigen gebezigd op de proef.

§ 4. Bij gebreke van aangifte binnen den voorgeschreven termijn, of in geval van ontoereikendheid der aangifte, kan de schatplichtige van ambtswege door den controleur der belastingen in de taxe aangeslagen worden, behoudens het recht van beklag en van beroep.

De van ambtswege gevestigde taxe is dadelijk betaalbaar; zij wordt in alle opzichten met de personeele belasting gelijkgesteld.

ART. 10.

Elk bezwaarschrift moet, op straf van verval, binnen de drie maanden der betwiste betaling of der taxeerling van ambtswege, worden ingediend bij den provincialen bestuurder der belastingen, die uitspraak doet door eene met redenen omkleede beslissing.

Van die beslissing staat hooger beroep of beroep in cassatie open, in de vormen en binnen de tijdsruimten bepaald bij de artikelen 6 en volgende der wet van

tembre 1895 relative aux cotisations fiscales en matière d'impôts directs.

ART. 11.

§ 1^{er}. Les contraventions à la présente loi ou aux dispositions prises pour son exécution sont punies, indépendamment de la taxe ou du supplément exigible, d'une amende de 50 à 1,000 francs et subsidiairement d'un emprisonnement d'un à huit jours.

§ 2. Les articles 108 à 117 de la loi du 28 juin 1822, relatifs aux procès-verbaux de contravention et aux poursuites en matière de contribution personnelle, sont applicables aux dites infractions.

§ 3. En cas de suspicion de fraude, les agents de la surveillance, munis de leur commission, sont autorisés à visiter, sans aucune assistance, les garages ou autres lieux de dépôt de véhicules imposables. Tout refus opposé à leur visite est passible de l'amende visée au § 1^{er} du présent article.

ART. 12.

§ 1^{er}. Les impositions provinciales³ et communales, actuellement établies sur les automobiles, motocyclettes et motocycles, seront abolies à partir de l'année 1914.

Les additionnels provinciaux et communaux à la taxe créée par la présente loi ne pourront dépasser respectivement 75 % et 25 % de cette taxe.

Disposition transitoire.

ART. 13.

Si le montant net des additionnels, perçus d'après les quotités respectives,

6 September 1895 betreffende de fiscale aanslagen in zake rechtstreekse belastingen.

ART. 11.

§ 1. De overtredingen van deze wet of van de bepalingen genomen tot uitvoering daarvan, worden gestraft, ongetrekkend de taxe of de opvorderbare aanvullingstaxe, met eene boete van 50 tot 1,000 frank en subsidiair met eene gevangenisstraf van één tot acht dagen.

§ 2. De artikelen 108 tot 117 der wet van 28 Juni 1822, betreffende de processen-verbaal van overtreding en de vervolgingen in zake personeele belasting, zijn van toepassing op voormelde overtredingen.

§ 3. Ingeval van vermoeden van bedrog, zijn de agenten van het toezicht, voorzien van hunnen aanstellingsbrief, bevoegd om zonder eenigen bijstand, de stel- of andere bergplaatsen van belastbare voertuigen te onderzoeken. Alle belemmering aan hun onderzoek in den weg gelegd, is strafbaar met de boete voorzien bij § 1 van dit artikel.

ART. 12.

§ 1. De provincie- en gemeentebelastingen thans op de motorrijtuigen, motortweewielers en motorcycles gevestigd, worden afgeschaft met ingang van het jaar 1914.

De provincie- en gemeenteopcentiemen op de taxe, bij deze wet ingesteld, mogen respectievelijk 75 t. h. en 25 t. h. dezer taxe niet te boven gaan.

Overgangsbepaling.

ART. 13.

Indien het zuiver bedrag der opcentiemen geheven volgens de respectieve

fixées par l'article 12, n'atteint pas le dernier montant net des impositions abolies par cet article, le Gouvernement allouera annuellement aux provinces et aux communes intéressées des subsides compensateurs, déduction faite éventuellement de l'augmentation des ressources provinciales ou communales provenant de la taxe substituée au droit de patente proportionnel et à la redevance proportionnelle sur les mines.

ART. 14.

La présente loi est exécutoire à partir du 1^{er} janvier 1914.

Donné à Bruxelles, le 31 mai 1913.

percentcijfers, door artikel 12 vastgesteld, niet het laatste zuiver bedrag bereikt van de bij dit artikel afgeschafte belastingen, zal de Regeering jaarlijks aan de belanghebbende provinciën en gemeenten vergeldende toelagen verleenen, onder aftrek, desgevallende, der vermeerdering van de provincie- of gemeentemiddelen voortvloeiende uit de taxe welke in de plaats is gesteld van het evenredig patentrecht en van het evenredig mijnrecht.

ART. 14.

Deze wet is uitvoerbaar met ingang van 1 Januari 1914.

Gegeven te Brussel, den 31^e Mei 1913.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre des Finances,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Financiën,

M. LEVIE.

BIJLAGE A.

—

TABEL

**samenvattende de vreemde wetgevingen
betrekkelijk de Staatstaxes op de motorcycles,
motorrijwielen en automobielen.**

LAND.	DATUM DER VAN KRACHT ZIJNDE WETTEN.	MOTORRIJWIELEN.	AUTO													
			dienende tot het vervoer van personen.													
1	2	3	4													
Duitschland.	3 Juni 1906 en 18 Mei 1908.	Vervoerverlof : 10 mk.	Vervoerverlof voor elke automobiel eener kracht :													
			<table><tr><th></th><th>Hoofdrecht.</th><th>Bijgevoegt recht voor elke paardekracht of breuk van paardekracht.</th></tr><tr><td>6 paardekrachten niet overtreffend</td><td>25 mk.</td><td>2 mk.</td></tr><tr><td>Van meer dan 6, maar 10 paardekrachten niet overtreffend</td><td>50 —</td><td>3 —</td></tr><tr><td>Van meer dan 10, maar 25 paardekrachten niet overtreffend</td><td>100 —</td><td>5 —</td></tr><tr><td>Van meer dan 25 paarde- krachten</td><td>150 —</td><td>10 —</td></tr></table>		Hoofdrecht.	Bijgevoegt recht voor elke paardekracht of breuk van paardekracht.	6 paardekrachten niet overtreffend	25 mk.	2 mk.	Van meer dan 6, maar 10 paardekrachten niet overtreffend	50 —	3 —	Van meer dan 10, maar 25 paardekrachten niet overtreffend	100 —	5 —	Van meer dan 25 paarde- krachten
	Hoofdrecht.	Bijgevoegt recht voor elke paardekracht of breuk van paardekracht.														
6 paardekrachten niet overtreffend	25 mk.	2 mk.														
Van meer dan 6, maar 10 paardekrachten niet overtreffend	50 —	3 —														
Van meer dan 10, maar 25 paardekrachten niet overtreffend	100 —	5 —														
Van meer dan 25 paarde- krachten	150 —	10 —														
De belasting wordt tot de helft vermindert wanneer de aflevering van het verlof gevraagd wordt voor een tijdperk vier maanden niet overtreffend.																
Engeland.	Wetten van 16 Mei 1888, 14 Augustus 1896 en 14 Augustus 1903.	Hoofdrecht :	Hoofdrecht :													
		Met 4 wielen of meer . 2 £ 2 sh. Met minder dan 4 wielen. 15 sh. Huurmotorrijwielen . 15 sh. Deze rechten worden tot de helft vermindert voor de voertuigen, die men slechts na 1 October gebruikt. Bijkomende taxe van 2 £ 2 sh. wanneer, ongeladen, zijn ge- gewicht 1 ton overtreft zonder meer dan 2 ton te bedra- gen of van 3 £ 3 sh. wan- neer, ongeladen, zijn gewicht 2 ton overtreft. Registratierecht van 5 sh.	Met 4 wielen of meer 2 £ 2 sh. Met minder dan 4 wielen 15 sh. Huurautomobielen 15 sh. Bijkomende taxe van 2 £ 2 sh. wanneer, ongeladen, zijn gewicht 1 ton overtreft zonder meer dan 2 ton te bedragen of van 3 £ 3 sh. wanneer, ongeladen, zijn gewicht 2 ton overtreft. Registratierecht van 20 sh.													

MOBIELN	VERLEENDE VRIJSTELLINGEN.	REGIEM VAN TOEPASSING OP DE VERMEDELINGEN.	Aanmerkingen.
gebruikt voor het vervoer van goederen.			
5	6	7	8
Vrijstelling	1° De motorvoertuigen die uitsluitend gebezigd worden voor diensten van het Rijk, van een bondsland of van de overheden; 2° De motorvoertuigen die uitsluitend tot het vervoer van personen dienen met een doel van beroepsuitoefening.	Verkeerverlof voor tijdelijk verblijf voor elk voertuig afgeleverd : <i>Motorcycles :</i> Tijdens eenen duur 30 dagen in het jaar niet overtreffende 3 mk <i>Automobielen :</i> Tijdens eenen duur van een dag 3 Tijdens eenen duur van 2 tot 5 dagen maximum 8 Tijdens eenen duur van meer dan 5 dagen tot 15 dagen maximum 15 Tijdens eenen duur van meer dan 15 dagen tot 30 dagen maximum 25 Tijdens eenen duur van meer dan 30 dagen tot 60 dagen maximum 40 Tijdens eenen duur van meer dan 60 dagen tot 90 dagen maximum 50 Wanneer het verblijf 90 dagen voor de automobielen en 30 dagen voor de motorcycles overtreft, geeft het af te leveren verlof aanleiding tot het innen van de in kolommen 3 en 4 vermelde taxes. N. B. — Voor het berekenen van den duur van het verblijf in het land, moeten de dagen niet achtereenvolgend zijn.	Onaangezien de gevestigde taxes, is een recht, een maal te betalen, vorderbaar wegens het afleveren van het kenteken, voor gansch den geldigheids-termijn van het verlof voor het voertuig afgegeven. Dit recht is onveranderlijk en bedraagt : 1° Voor één motorcycle, 2 mk. 2° Voor één automobiel : a) Wanneer het verlof voor één dag geldig is, 2 mk. b) In de andere gevallen, 5 mk.
Vrijstelling op voorwaarde dat vermelde voertuigen zicht-en leesbaar dragen den voornaam, den familienaam alsmede de plaats van den handel van den eigenaar of van de handelsfirma die ze bezigt.	Worden niet gelijkgesteld met de automobielen, de voertuigen door motors getrokken.		Ongerekend de rechten hiervan vermeld, is er een recht van 5 sh. verschuldigd voor ieder persoon die eene automobiel of een motorrijwiel voert.

LAND.	DATUM DER VAN KRACHT ZIJNDE WETTEN.	MOTORRIJWIELEN.	AUTO																																																									
			dienende tot het vervoer van personen.																																																									
1	2	3	4																																																									
Frankrijk	Wetten van 22 December 1879, 28 April 1893, 13 Juli 1900, 10 Juli 1901 en 8 April 1910.	10 frank.	Het tarief der belasting op de automobielrijtuigen is als volgt door artikel 5 der wet van 8 April 1910 bepaald geworden : <table><tr><th rowspan="3">STEDEN OF GEMEENTEN OP DEWELKE HET TARIEF VAN TOEPASSING IS.</th><th colspan="3">TE BETALEN SOMMEN niet inbegrepen de cen- tiemen van onwaardes</th></tr><tr><th colspan="2">voor elk automobiel- rijtuig</th><th rowspan="2">voor elke paarde- kracht of breuk van paarde- kracht.</th></tr><tr><th>met 1 of 2 plaat- sen.</th><th>met meer dan 2 plaat- sen.</th></tr></table> <i>Automobielrijtuigen van 12 paardekrachten en minder.</i> <table><tr><td>Parijs.</td><td>50</td><td>90</td><td>5</td></tr><tr><td rowspan="4">Andere gemeenten dan Parijs</td><td>hebbende meer dan 40,000 inwoners . .</td><td>40</td><td>75</td><td>5</td></tr><tr><td>van 20,001 tot 40,000 inwoners . .</td><td>30</td><td>60</td><td>5</td></tr><tr><td>van 10,001 tot 20,000 inwoners</td><td>25</td><td>50</td><td>5</td></tr><tr><td>van 10,000 en minder .</td><td>20</td><td>40</td><td>5</td></tr></table> <i>Automobielrijtuigen van meer dan 12 paardekrachten.</i> <table><tr><td>Andere gemeenten dan Parijs</td><td>40</td><td>75</td><td>5 fr. van de 1^e tot de 12^e 7 fr. van de 13^e tot de 24^e 9 fr. van de 25^e tot de 36^e 12 fr. van de 37^e tot de 40^e 15 fr. van de 41^e af.</td></tr><tr><td>Parijs</td><td>50</td><td>90</td><td></td></tr></table> De niet hangende rijtuigen zijn taxeplichtig wanneer zij, ten andere, tot het vervoer van personen bestemd zijn. De wet van 10 Juli 1901 onderwerpt bovendien de automobielrijtuigen aan de prestatietaxe. Het vast recht gevestigd op de openbare automobielrijtuigen, bij gelegenheid of naar verkiezing vertrekkende, wordt bepaald als volgt : <table><tr><th>PER RIJTUIG :</th><th>PER JAAR.</th></tr><tr><td>met 1 en 2 plaatsen</td><td>60 fr.</td></tr><tr><td>met 3 plaatsen</td><td>90</td></tr><tr><td>met 4 plaatsen</td><td>120</td></tr><tr><td>met 5 plaatsen</td><td>150</td></tr><tr><td>met 6, 7 en 8 plaatsen</td><td>180</td></tr><tr><td>Voor elke plaats boven 8 tot 50</td><td>10</td></tr><tr><td>Voor elke plaats boven 50 tot 150</td><td>5</td></tr><tr><td>Voor elke plaats boven 150</td><td>2.50</td></tr></table> Het tarief der rechten op de vervoerprijzen, aan dewelke onderworpen zijn de ondernemers van regelmatig dienstdoende openbare vervoertuigen te water en te lande, andere dan de spoorwegmaatschappijen, wordt als volgt bepaald, deciemen inbegrepen : 22.50 % der zuivere ontvangsten indien		STEDEN OF GEMEENTEN OP DEWELKE HET TARIEF VAN TOEPASSING IS.	TE BETALEN SOMMEN niet inbegrepen de cen- tiemen van onwaardes			voor elk automobiel- rijtuig		voor elke paarde- kracht of breuk van paarde- kracht.	met 1 of 2 plaat- sen.	met meer dan 2 plaat- sen.	Parijs.	50	90	5	Andere gemeenten dan Parijs	hebbende meer dan 40,000 inwoners . .	40	75	5	van 20,001 tot 40,000 inwoners . .	30	60	5	van 10,001 tot 20,000 inwoners	25	50	5	van 10,000 en minder .	20	40	5	Andere gemeenten dan Parijs	40	75	5 fr. van de 1 ^e tot de 12 ^e 7 fr. van de 13 ^e tot de 24 ^e 9 fr. van de 25 ^e tot de 36 ^e 12 fr. van de 37 ^e tot de 40 ^e 15 fr. van de 41 ^e af.	Parijs	50	90		PER RIJTUIG :	PER JAAR.	met 1 en 2 plaatsen	60 fr.	met 3 plaatsen	90	met 4 plaatsen	120	met 5 plaatsen	150	met 6, 7 en 8 plaatsen	180	Voor elke plaats boven 8 tot 50	10	Voor elke plaats boven 50 tot 150	5	Voor elke plaats boven 150	2.50
STEDEN OF GEMEENTEN OP DEWELKE HET TARIEF VAN TOEPASSING IS.	TE BETALEN SOMMEN niet inbegrepen de cen- tiemen van onwaardes																																																											
	voor elk automobiel- rijtuig		voor elke paarde- kracht of breuk van paarde- kracht.																																																									
	met 1 of 2 plaat- sen.	met meer dan 2 plaat- sen.																																																										
Parijs.	50	90	5																																																									
Andere gemeenten dan Parijs	hebbende meer dan 40,000 inwoners . .	40	75	5																																																								
	van 20,001 tot 40,000 inwoners . .	30	60	5																																																								
	van 10,001 tot 20,000 inwoners	25	50	5																																																								
	van 10,000 en minder .	20	40	5																																																								
Andere gemeenten dan Parijs	40	75	5 fr. van de 1 ^e tot de 12 ^e 7 fr. van de 13 ^e tot de 24 ^e 9 fr. van de 25 ^e tot de 36 ^e 12 fr. van de 37 ^e tot de 40 ^e 15 fr. van de 41 ^e af.																																																									
Parijs	50	90																																																										
PER RIJTUIG :	PER JAAR.																																																											
met 1 en 2 plaatsen	60 fr.																																																											
met 3 plaatsen	90																																																											
met 4 plaatsen	120																																																											
met 5 plaatsen	150																																																											
met 6, 7 en 8 plaatsen	180																																																											
Voor elke plaats boven 8 tot 50	10																																																											
Voor elke plaats boven 50 tot 150	5																																																											
Voor elke plaats boven 150	2.50																																																											

MOBIELLEN			REGIEM VAN TOEPASSING OP DE VREEMDELINGEN.	Aanmerkingen.
gebruikt voor het vervoer van goederen.		VERLEENDE VRIJSTELLINGEN.		
5		6	7	8
Vrijstelling.	1° De motorrijwielen in bezit van kooplieden en uitsluitend tot den verkoop bestemd; 2° Degene die gehouden worden in overeenstemming met de militaire of bestuurlijke reglementen.	De automobielrijtuigen ingevoerd door personen die tijdelijk in Frankrijk komen verblijven en wegens die voertuigen niet aan de rechtstreeksche belasting zijn onderworpen, zijn eene bijzondere taxe verschuldigd de rechtstreeksche taxe vertegenwoordigende en bepaald als volgt : <i>Vaste taxe</i> (per tijdperk van 360 dagen). Voor de rijtuigen met 1 of 2 plaatsen : 50 frank. Voor de rijtuigen met meer dan 2 plaatsen : 90 frank. <i>Taxe evenredig tot de kracht van den motor.</i> (per tijdperk van 360 dagen). Per paardekracht of breuk van paardekracht : Van de 1^e tot 12^e . . . 5 fr. Van 13^e tot 24^e . . . 7 Van 25^e tot 36^e . . . 9 Van 37^e tot 60^e . . . 12 Van de 61^e af. . . 15 Deze taxes worden geheven in verhouding tot den duur van het verblijf der rijtuigen in Frankrijk, alle deel van een tijdperk eener maand voor een volle maand gerekend wordende. De rijtuigen waarvan het verblijf vier achtereenvolgende maanden niet zal overtreffen, zijn van de hierboven aangeduide taxes ontslagen.		

LAND.	DATUM DER VAN KRACHT ZIJNDE WETTEN.	MOTORRIJWIELEN.	AUTO	
			dienende tot het vervoer van personen.	
1	2	3	4	
Frankrijk (vervolg)			de vervoerprijzen fr. 0.50 en meer bedragen; 12 % der zuivere ontvangsten wanneer die prijzen minder dan fr. 0.50 bedragen. De openbare voertuigen te water en te lande die eenen regelmatigen dienst doen, worden, op vraag van den ondernemer, behandeld als rijtuigen die bij gelegenheid of naar verkiezing vertrekken, welk de lengte zij van den weg dien zij afleggen.	
Italië.	Wet van 10 December 1905.	Het recht bedraagt 24 of 36 lira naar gelang het maximum vermogen 4 paardekrachten of meer dan 4 paardekrachten bedraagt.	<i>Automobielrijtuigen ten dienste van particulieren</i> eener kracht minder dan of gelijk aan 6 paardekrachten Lira. 70 eener kracht minder dan of gelijk aan 12 paardekrachten 100 eener kracht minder dan of gelijk aan 16 paardekrachten 120 eener kracht minder dan of gelijk aan 24 paardekrachten 150 eener kracht 24 paardekrachten overtreffend, eene bijkomende taxe per paardekracht boven 24 paardekrachten 3 <i>Automobielrijtuigen tot openbaar gebruik bestemd.</i> tot 4 plaatsen 36 tot 10 plaatsen 60 van meer dan 10 plaatsen of bestemd andere voertuigen te sleepen. 100 enkelijk bestemd gesleept te worden. 50	
Nederland.	3 April 1909	met 1 plaats. g. 6 met meer dan 1 plaats. 8	<i>Voor ieder voertuig</i> Gulden. hebbende niet meer dan 7 paardekrachten. 30 van meer dan 7 paardekrachten en 14 paardekrachten niet overtreffend 70 van meer dan 14 paardekrachten en 24 paardekrachten niet overtreffend 120 van meer dan 24 paardekrachten en 40 paardekrachten niet overtreffend 180 van meer dan 40 paardekrachten. 250 Wat betreft de motorvoertuigen uitsluitend van een electrischen motor voorzien : voor ieder voertuig. 120	

MOBIELER. gebruikt voor het vervoer van goederen. 5	VERLEENDE VRIJSTELLINGEN. 6	REGIEM VAN TOEPASSING OP DE VREEMDELINGEN. 7	Aanmerkingen. 8
Taxe gevestigd volgens de motorkracht en gelijk aan de helft der taxe verschuldigd indien het rijtuig tot vervoer van personen geëind hadde.	1° De vertegenwoordigers en agenten der vreemde mogendheden tenware zij inlanders of ingebuerd zijn er voor zooveel er wederkeerigheid bestaat in de Staten waarvan die agenten afhangen. (De vrijstelling moet verstaan worden als zich toepassende op geheel het personeel der Gezantschappen en consulaire Agentschappen. Artikel 37 van het koninklijk decreet van 3 Februari 1867, nr 3612.) 2° De automobielen en motorcycles doorlopend ten dienste der legerkorpsen en der openbare beheeren gesteld, of gebruikt tot den postdienst; 3° Motorcycles geëind tot vervoermiddel voor gebrekkelijken van geringen stand voorzien eener bijzondere vergunning.	Zijn vrijgesteld de motorcycles en de automobielen op voorwaarde dat zij aan de personen toebehooren die den vreemde bewonen en dat hun verblijf in het land een tijdperk van drie maanden niet overtreft te rekenen van den dag af dat de tijdelijke invoer heeft plaats gehad. Deze vrijstelling is nochtans niet van toepassing op de automobielrijtuigen die, alhoewel tijdelijk uit den vreemde ingevoerd, bestemd zijn tot eenen openbaren vervoerdienst.	Om het bedrag der te betalen belasting te bepalen, wordt er rekening gehouden van het maximum der kracht welke de motor ontwikkelen kan. Het recht wordt niet vermindert welke ook de dag van het jaar zij waarop de platen worden aangekocht en aangehecht.
Het recht wordt vermindert: tot de helft voor de voertuigen uitsluitend of hoofdzakelijk gebruikt tot het uitoefenen van het ambacht of van het beroep van den schatplichtige (1); tot het vierde voor de voertuigen uitsluitend of hoofdzakelijk gebruikt tot het uitoefenen van het beroep van verhuurder van voertuigen of van ondernemer van vervoer van personen alsmede voor degene die terzelfder tijd gebruikt worden voor het uitoefenen van één der beroepen, maar bijzonder voor dit van fabrikant of handelaar in motorrijwielen en automobielen: tot 10 gulden voor de motorvoertuigen uitsluitend van een electrischen motor voorzien en uitsluitend tot het beroep van verhuurder van dergelijke voertuigen gebruikt.	Er wordt geene belasting gevorderd wegens het houden: a) Van door motor bewogen voertuigen, door de gestelde overheid; b) Van door motor bewogen voertuigen die zichtbaar gebouwd zijn voor het vervoer van goederen, gereedschappen en machines en die uitsluitend of hoofdzakelijk te dien einde gebruikt worden; c) De door motor bewogen voertuigen die uitsluitend gebruikt worden tot het uitoefenen van het beroep van fabrikant der voertuigen of van handelaar in die voorwerpen en die deel uitmaken van zijne handelsreserve.	Zijn niet belastbaar: De personen in den vreemde woonachtig tenware zijn in het land een perceel in gebruik hebben of er dienstboden, paarden, rijwielen of door motor bewogen voertuigen houden gedurende een tijdperk drie achtereenvolgende maanden overtreffend.	(1) Voor de toepassing der vermindering tot de helft, voorzien in kolom 5 hierna, wordt niet aanzien als een gebruik voor het uitoefenen van het ambacht of van het beroep van den schatplichtige, de verplaatsing van zijne woonst naar de plaats van den zetel van zijne zaken of van zijne exploitatie, of wederkeerig.

BIJLAGE B.

—

TABEL

waarbij worden aangeduid de belastingen
door de provinciën geheven op de motorcycles,
motorrijwielen en automobielen.

PROVINCIEËN.	DATTEERENING DER REGLEMENTEN.	MOTORCYCLES EN MOTORRIJWIELEN.	AUTO	
			dienende tot het vervoer van personen.	
1	2	3	4	
Antwerpen.	25 Juli 1902, gewijzigd op 19 Juli 1905.	20 frank. Bijzondere plaat der handelaars : 30 frank.	8 frank per paardekracht met mini- mum van 50 frank en maximum van 300 frank. Voor elke huurautomobiel (zoo ge- naamd taximeter) hebbende op de openbare wegenis eene door het bevoegd bestuur bepaalde en ver- leende stationneerplaats : 25 frank. Bijzondere plaat der handelaars : 150 frank.	
Brabant.	18 Juli 1907.	Met 1 plaats : 20 frank. Met meer dan 1 plaats : 30 frank.	10 frank per paardekracht of breuk van paardekracht van het vermogen van den motor met maximum van 300 frank. Handelaars in automobielen : 100 frank per bijzondere plaat die van het eene voertuig op het andere mag worden overgedragen.	
West-Vlaanderen.	15 en 17 Juli 1902, gewij- zigd op 18 Juli 1905, 18 Juli 1906 en 12 Juli 1910.	10 frank per paardekracht of breuk van paardekracht zonder dat de taxe minder dan 20 frank mag belooopen.	10 frank per paardekracht of breuk van paardekracht met minimum van 30 frank en maximum van 300 frank. 30 frank per automobiel dienende tot eene behoorlijk toegelaten regel- matigen dienst van gemeenschappe- lijk vervoer te lande. 30 francs voor de stationneerauto- mobielen (taximeters).	
Oost-Vlaanderen.	18 Juli 1905, gewijzigd op 12 Juli 1912.	30 frank.	30 frank en daarenboven 10 frank per paardekracht met maximum van 300 frank.	

MOBIELLEN	VRIJSTELLINGEN.	Opmerkingen.
gebezigd voor het vervoer van goederen.		
2 frank per paardekracht voor de vrachtwagens en de leveringsvoertuigen enkel gebezigd voor het bovenvermeld gebruik.	1° Niet afgewerkte automobielen voor proefnemingen gebruikt door de fabrikanten of door hun personeel. 2° Motocycles, motorrijwielen en automobielen gebezigd voor eenen openbaren dienst hebbende een karakter van algemeen belang.	
30 frank per vrachtwagen of leveringsvoertuig enkel gebezigd voor het bovenvermeld gebruik.	1° Automobielen, motocycles en motorrijwielen waarvan slechts na 1 October gebruik wordt gemaakt. 2° Motocycles, motorrijwielen en automobielen gebezigd voor eenen openbaren dienst. 3° Stationneerautomobielen. 4° Automobielen dienende tot eenen behoorlijk toegelaten regelmatig dienst van gemeenschappelijk vervoer, indien de houders reeds eene belasting betalen overeenkomstig de vergunningsakte. 5° Motorrijwielen, motocycles en automobielen van de personen die in België noch standplaats, noch vaste woonst hebben en die er, doorlopend of niet, minder dan drie maanden verblijf houden.	
30 frank per automobiel dienende tot het vervoer van goederen.	1° Niet gebezigde automobielen gehouden door de fabrikanten en handelaars. 2° Niet afgewerkte automobielen voor proefnemingen gebruikt door de fabrikanten of door hun personeel. 3° Mits voorafgaande vergunning, de automobielen gebezigd voor eenen openbaren dienst of voor eenen dienst van algemeen belang. 4° Vreemdelingen die doorlopend minder dan dertig dagen verblijf houden. 5° Automobielen die men eerst gedurende de drie laatste maanden van het jaar in bezit neemt.	
40 frank per automobiel enkel gebruikt voor het vervoer van goederen en per huurautomobiel toebehoorende aan gepatenteerde huurders.	1° Stationneerautomobielen. 2° Automobielen gebezigd voor eenen openbaren dienst. 3° De betaling van de taxe voor de motocycles, de motorrijwielen en de automobielen waarvan men slechts gedurende de drie laatste maanden van het jaar gebruik maakt geldt tot kwijting van de taxe voor het volgende jaar.	

PROVINCIEËN.	DAGTEEKENING DER REGLEMENTEN.	MOTORCYCLES EN MOTORRIJWIELEN.	AUTO	
			dienende tot het vervoer van personen.	
1	2	3	4	
Henegouw.	25 Juli 1902, gewijzigd op 27 Juli 1905 en op 16 Juli 1907.	20 frank.	50 frank per voertuig en daarenboven eene evenredige taxe van 40 frank per paardekracht of breuk van paardekracht voor de automobielen hebbende een vermogen van minder dan 20 paarden. 75 frank per voertuig en daarenboven eene evenredige taxe van 12 frank per paardekracht of breuk van paardekracht voor de automobielen hebbende een vermogen van 20 paardekrachten en meer. Maximum der taxe : 300 frank. De helft der taxe voor de automobielen gehouden en gebezigd door de geneesheeren, heelmeeesters en veeartsen, voor het uitoefenen van hun ambt, wegens een rijtuig per arts. De helft van de hierbovengemelde taxes voor de motorbestelwagens en -rijtuigen bijzonder gebezigd voor het vervoer van goederen en die bijkomstig dienen tot het vervoer van personen. Idem voor de automobielen gehouden met ingang van 1 October. 18 frank per stationneerautomobil.	
Luik.	25 Juli 1902 gewijzigd op 27 Juli 1905 en op 28 Juli 1906.	20 frank. Die taxe wordt verminderd tot de helft voor de motorrijwielen gehouden met ingang van 1 Augustus	11 frank per paardekracht voor de zes eerste paarden en 16 frank per paardekracht boven de zes eerste paarden met maximum van 300 frank. N. B. De hierboven aangeduide taxes moeten met 10 t. h. verhoogd worden uit hoofde van de heffing van eene zoo genaamde maatschappelijke voorzienings- en bijstandtaxe. Die taxes worden verminderd tot de helft voor de automobielen gehouden met ingang van 1 Augustus.	

MOBIELN	VRIJSTELLINGEN.	Opmerkingen.
gebezigd voor het vervoer van goederen. 5	6	7
Fr. 22.50 per wagen of voertuig enkel gebezigd voor het vervoer van goederen.	1° Niet gebezigde automobielen, motorrijwielen en motoreycles gehouden door de fabrikanten en handelaars. 2° Niet afgewerkte automobielen voor proefneming gebruikt door de fabrikanten of door hun personeel. 3° Automobielen, motorrijwielen en motoreycles in den dienst gebruikt door de leden van het leger. 4° Vreemdelingen die niet in de provincie een doorlopend verblijf van meer dan dertig dagen houden.	
Vrijstelling.	1° Niet gebezigde automobielen, motorrijwielen en motoreycles gehouden door de fabrikanten en handelaars. 2° Motorbestelwagens en -rijtuigen enkel gebezigd voor het vervoer van goederen. Mits voorafgaande vergunning : 3° Automobielen, motorrijwielen en motoreycles gebezigd voor eenen openbaren dienst. 4° Stationnaire automobielen. 5° Onder zekere voorwaarden, de automobielen der fabrikanten en handelaars dienende tot de nijverheids- en handelsproefnemingen. 6° Vreemdelingen die in België noch woonst noch vaste standplaats hebben en die er een verblijf, doorlopend of niet, van minder dan drie maanden doen.	

PROVINCIE.	DAGTEKENING DER REGLEMENTEN.	MOTORCYCLES EN MOTORRIJWIELEN.	AUTO	
			dienende tot het vervoer van personen.	
1	2	3	4	
Limburg.	11 Juli 1902, aangevuld op 9 Juli 1912.	20 frank Taxe verminderd tot de helft voor motorcycles en motorrijwielen gehouden met ingang van 1 Au- gustus.	100 frank per automobiel wegende 500 kilogram en minder. 150 frank per automobiel van 501 tot 1,000 kilogram. 200 frank per automobiel van meer dan 1,000 kilogram. Taxes verminderd tot de helft voor de automobielen gehouden met in- gang van 1 Augustus. Eene bijzondere taxe verminderd tot 100 frank voor het eerste rijtuig, tot 50 frank voor het tweede en tot 25 frank voor elk der andere rijtui- gen is gevestigd ten bate van de behoorlijk gepatenteerde stelplaats- houders, handelaars, herstellende en huurders van huurrijtuigen.	
Luxemburg.	23 Juli 1904, gewijzigd op 17 Juli 1907 en 20 Juli 1910.	20 frank. 20 frank per koers en per motor- cycle en motorrij wiel deelne- mende aan de koersen die in de provincie plaats hebben. 15 frank per motorrij wiel, enkel gebruikt door de handelaars en verhuurders van motorrijwie- len.	10 frank per paardekracht met maxi- mum van 300 frank. 5 frank per paardekracht met maxi- mum van 150 frank voor de auto- mobielen gehouden door de huur- ders van rijtuigen en de hotelhou- ders. 100 frank per koers en per automo- biel deelnemende aan de koersen die in de provincie plaats hebben.	
Namen.	12 Juli 1902, gewijzigd op 14 Juli 1904.	20 frank. De taxe wordt verminderd tot de helft voor de motorcycles ge- houden met ingang van 1 Au- gustus.	Vaste taxe van 30 frank per voertuig en daarenboven eene evenredige taxe van 10 frank per paardekracht, met maximum van 300 frank. 3 frank per paardekracht met mini- mum van 30 frank en maximum van 100 frank voor de ondernemers van reizigerstransporten met auto- mobiel, die genieten van de vrijstel- ling voorzien onder 3 ^o van kolom 6. De taxes worden verminderd tot de helft voor de automobielen gehou- den met ingang van 1 Augustus.	

MOBIELN	VRIJSTELLINGEN.	Aanmerkingen.
gebezigd voor het vervoer van goederen.		
5	6	7
Vrijstelling.	1° Niet gebezigde automobielen motorrijwielen en motoreycles, gehouden door de fabrikanten en handelaars. 2° Niet afgewerkte automobielen voor proefneming gebruikt door de fabrikanten of door hun personeel. 3° Motorbestelwagens en -rijtuigen enkel gebezigd voor het vervoer van goederen. Mits voorafgaande vergunning : 4° Automobielen, motorrijwielen en motoreycles gebezigd voor eenen openbaren dienst van algemeen belang. 5° Stationneerautomobielen. 6° Vreemdelingen die niet in de provincie een verblijf, doorlopend of niet, van meer dan drie maanden houden.	
20 frank per automobiel dienende enkel tot het bovenvermeld gebruik.	1° Automobielen gebezigd voor eenen openbaren dienst tot vervoer van goederen of van reizigers. 2° Niet gebezigde automobielen, motorrijwielen en motoreycles, gehouden door de fabrikanten en handelaars. 3° Niet afgewerkte automobielen voor proefneming gebruikt door de fabrikanten of door hun personeel. 4° Motorrijwielen en motoreycles door den Staat ter beschikking gesteld van de agenten van bruggen en wegen voor het nitoeffen van hunne bediening.	
20 francs per automobiel dienende enkel tot het bovenvermeld gebruik. De taxe wordt verminderd tot de helft voor de automobielen gehouden met ingang van 1 Augustus.	1° Niet gebezigde automobielen motorrijwielen en motoreycles, gehouden door de fabrikanten en handelaars. 2° Niet afgewerkte automobielen voor proefneming gebruikt door de fabrikanten of door hun personeel. 3° Mits voorafgaande vergunning, de automobielen, motorrijwielen en motoreycles, gebezigd voor eenen openbaren dienst hebbende een karakter van algemeen belang. 4° Vreemdelingen die in de provincie een verblijf, doorlopend of niet, van minder dan 30 dagen houden.	

BIJLAGE C.

Uittreksel der wet van 28 Juni 1822 op de personeele belasting.

Van de bekeuringen, de processen-verbaal en derzelver vervolging.

ART. 108. — Al de ambtenaren, ressorterende onder het departement der algemeene ontvangsten, mitsgaders al de ambtenaren tot de invordering der plaatselijke middelen aangesteld, zijn bevoegd tot het doen van bekeuringen, mits voorzien zijnde van hunne commissiën.

ART. 109. — De bekeurders zullen van hunne bevinding en bekeuring op heeter daad, immers zoo spoedig mogelijk, moeten opmaken een proces-verbaal, behelzende een beknopt en waarachtig verhaal der bevinding, de oorzaak van de bekeuring met aanduiding van personen, kwaliteiten, dag en plaats.

De processen-verbaal van bekeuring zullen door ten minste twee ambtenaren moeten worden opgemaakt.

ART. 110. — Het proces-verbaal zal, binnen tweemaal vier en twintig uren na den dag waarop de bekeuring is geschied, moeten worden beëdigd voor den vrederechter of het hoofd van het gemeentebestuur waar de bekeuring heeft plaats gehad ⁽¹⁾.

ART. 111. — Binnen de viermaal vier en twintig uren na den dag waarop de bekeuring is geschied, zal het proces-verbaal worden geregistreerd.

De Zon- en wettige feestdagen worden in de tijdsbepaling van het voorgaande en van het tegenwoordig artikel niet medegerekend ⁽¹⁾.

ART. 112. — De bekeurde tegenwoordig zijnde bij de bekeuring zal worden uitgenoodigd om bij de opmaking van het proces-verbaal tegenwoordig te zijn en hetzelfde te tekenen.

Wanneer dezelve afwezend is, zal een afschrift van het proces-verbaal, binnen vier en twintig uren na de registratie, aan de woning van den bekeurden moeten worden bezorgd, wanneer dezelve woonachtig is in de gemeente alwaar de bekeuring is geschied, doch ingeval dezelve in eene andere gemeente woonachtig is, ten raadhuijs of bij den voorzitter van het bestuur der gemeente, in welke de bekeuring is geschied, moeten worden gedeponneerd ⁽²⁾.

⁽¹⁾ De artikelen 110 en 111 der wet van 28 Juni 1822 zijn afgeschaft door artikel 1 der Begrootingswet van 28 December 1912.

⁽²⁾ Voor wat het tijdbestek en de wijze der aflevering van het afschrift der processen-verbaal betreft, is het artikel 112 gewijzigd door artikel 1 der Begrootingswet van 28 December 1912.

ART. 113. — De processen-verbaal der ambtenaren, wegens derzelve handelingen en ambtsverrichtingen, verdienen volle geloof in rechten, tot dat het tegendeel bewezen wordt.

De onnauwkeurigheden, ten aanzien der reden van bekeuring of toepassing der boeten, zullen aan het proces-verbaal deszelfs kracht niet ontnemen, doch bij het exploit van dagvaarding moeten worden hersteld. Slechts dan wanneer de beëediging of registratie ⁽¹⁾ niet binnen den bepaalden tijd is geschied, of wanneer het proces-verbaal door één ambtenaar is opgemaakt, zal het op zich zelve geen bewijs opleveren.

ART. 114. — Wegens alle overtredingen waarop eenige geldboete is gesteld, is het geoorloofd den bekeurden tot transactie toe te laten, welke echter nimmer zal mogen strekken tot eenige vermindering op de verschuldigde belasting.

De transactiën zullen onderworpen zijn aan de goedkeuring der administratie.

ART. 115. — Het product van alle boeten en transactiën, welke volgens deze wet worden verbeurd en aangegaan, zal ten voordeele komen van 's Rijks schatkist.

Hiervan zal echter uitgezonderd zijn het product van zoodanige boeten en transactiën, welke het gevolg zijn van, door de in artikel 108 opgenoemde ambtenaren, gedane ontdekkingen van gepleegde fraudes of contraventiën; zullende dezelve op zulk eene wijze worden verdeeld, als nader door ons zal worden bepaald.

ART. 116. — Alle overtredingen van de bepalingen in deze wet gemaakt behooren tot de kennis van de rechtbanken van correctioneele policie.

Alle actiën, strekkende tot toepassing van boeten, zullen voor dezelve rechtbanken worden aangelegd en vervolgd, door of in naam van het Departement der algemeene ontvangsten; de rechtbanken zullen daarin echter geen recht spreken dan na de conclusiën van het openbaar ministerie te hebben gehoord.

In de rechtspleging ter zake voorschreven, zullen ook ten aanzien van het appel en de voorziening in cassatie, de bestaande wetten, in betrekking tot correctioneele zaken, worden gevolgd.

ART. 117. — Alle actiën wegens overtreding der tegenwoordige wet zullen zijn geprescribeerd, wanneer dezelve niet worden vervolgd binnen den tijd van één jaar na de dagteekening van het proces-verbaal, wegens de overtreding opgemaakt.

(1) De beëediging en de registratie worden niet meer vereischt sedert de in verzending (1), blz. 52, bedoelde afschaffing.